

Incomplet

PICARDIE
NATURE



PICARDIE NATURE

N° 50/51



REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIEE PAR L'ASSOCIATION PICARDIE NATURE

ISSN 0 182 4201

COMMISSION PARITAIRE N° 63860

10 F



Revue trimestrielle publiée par **PICARDIE NATURE**

Association régie par la loi de 1901

Affiliée à France Nature Environnement
Agréée par les ministères de l'Environnement,
de l'Équipement et de la Jeunesse et des Sports

Siège social : **14, Place Vogel Amiens**

Adresse postale : B.P. 835 80008 Amiens Cédex 1

Tél. 22 97 97 87 - CCP Lille 872. 02 E

Directeur de la publication : Patrick THIERY

Dactylographie : Anne CHRETIEN

Mise en page : Bernard COUVREUR

SOMMAIRE

Informations p 3 à 7

En Picardie p 8 et 9

La vie de votre association p 10 et 11

Au calendrier p 12 et 13

Chronique rebelle p 14 et 15

Les nitrates et l'agriculture p 16 et 17

ASSEMBLEE GENERALE 90

Présentation p 19 à 23

Bilan moral p 24

Bilan financier p 25 et 26

Bilan d'activités p 27 à 33

Des nouvelles du front p 34 et 35

Opération busards p 36 et 37

Adhésion / Abonnement p 39

• EDITORIAL •



Il faudra s'y faire, désormais PICARDIE-NATURE désigne à la fois notre association et la revue trimestrielle qu'elle publie. Une revue, qui après avoir amélioré sa présentation ces dernières années, a accumulé en 1990 et 1991 un retard considérable dans sa parution.

L'équipe des bénévoles qui la prépare en profite d'ailleurs pour vous présenter ses excuses et s'attachera dans les prochains mois à rattraper ce retard. La mise en place d'un secrétariat permanent nous facilitera sans aucun doute la tâche. La participation de certains d'entre vous, par l'envoi d'articles ou d'informations locales, sera également la bienvenue si l'on veut développer les rubriques à caractère régional.

Pour cela n'hésitez pas à nous contacter.



La rédaction

gestion de la future Réserve Naturelle doit être confiée à une administration relevant de l'Environnement. Le Parc National, au sein duquel toutes les sensibilités sont représentées, semble le plus indiqué et le plus crédible pour cette mission.

Il ne faut plus attendre, Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur de la Protection de la Nature. Ce n'est pas l'ours seulement qui est en jeu, c'est le droit, c'est l'avenir à court et à moyen terme de la politique de la protection de la nature dans les derniers massifs riches et diversifiés français, dans les Pyrénées.

Les dossiers du Soussouéou, du Somport, de Fabrèges dans le Pyrénées Occidentales et d'autres dans les Pyrénées Centrales sont à reprendre dans une discussion globale avec les collectivités locales.

Sauver l'ours en France et ses habitats exige du COURAGE en 1991 pour négocier et lancer de vastes RESERVES NATURELLES.

Gérard Caussimont.



GROUPE OURS PYRENEES

Une action de terrain par des bénévoles pyrénéens :
Des résultats concrets sur l'évolution de l'opinion locale et la protection des milieux.

Une lutte contre la destruction des milieux :

France : A notre initiative, demande de territoires protégés pour l'ours, avec le collectif "groupe ours".

En 1990, 3 routes non construites, des coupes différées, fermeture à la circulation de plusieurs routes en zone à ours.

Espagne : Création de zones de tranquillité pour l'ours suite à notre travail de recherche et à nos propositions.

Aide aux bergers en zone à ours :

25 liaisons radio ; avec le Parc National, des héliportages pour les bergers.

Sensibilisation :

349 semaines d'exposition, création de nouvelles expositions ours, des dizaines d'animations gratuites, des milliers de documents diffusés...

Une association pyrénéenne d'impact national et pyrénéen animée par des bénévoles.

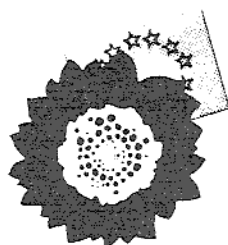
F.I.E.P.

B.P. 508

64010 PAU CEDEX

Accident nucléaire : une initiative originale des députés verts européens.

Pour fêter le cinquième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, les députés verts européens ont envoyé à tous les verts un colis comprenant un dossier technique sur l'accident nucléaire et une boîte de comprimés d'iodure de potassium.



SAUVONS LES OISEUX MAZOUTES DE BRETAGNE

1991 sera une année noire pour les oiseaux marins qui croisent au large des côtes bretonne, tant sur la façade atlantique qu'en Manche. Depuis le 1er janvier 1991, la Station ornithologique de l'Ile Grande (22) a déjà recueilli 140 guillemots, 10 pingouins, 1 macareux, 1 pétrel fulmar.... Des navires de toutes sortes profitent des mauvaises conditions météorologiques, donc du manque de surveillance pour dégazer en pleine mer !

Ce sont les guillemots -famille du pingouin- dont il ne reste que 19 couples sur la réserve naturelle des Sept Iles (Côtes d'Armor), qui sont les plus touchés. Quand on sait que pour un oiseau recueilli vivant, sur une plage, dix sont morts noyés avant d'atteindre la terre ferme, on mesure l'étendue des dégâts.

Si les conditions météorologiques ne s'améliorent pas dans les prochaines semaines, la LPO craint que le triste bilan ne s'alourdisse considérablement avec le retour des oiseaux marins nicheurs de Bretagne sur leurs sites de reproduction : Cap Sizun, Cap Fréhel, Sept Iles.

Pourtant, particuliers et associations de protection de la nature ne ménagent pas leur peine pour tenter de sauver les rescapés de ces micro-marées noires en les acheminant, avec l'aide des transports "Express" à la Station ornithologique de l'Ile Grande.

PREMIER CENTRE DE SOINS FRANCAIS POUR LES OISEAUX MAZOUTES

La LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) demande aux Ministres de la Mer et de l'Environnement que des mesures draconiennes soient prises par la France et la CEE à l'encontre des compagnies maritimes et des armateurs qui polluent sciemment les côtes françaises et les écosystèmes marins.

Source : *La lettre du Hérisson*, bulletin d'information de France Nature Environnement.



Alain BOUGRAIN-DUBOURG
Président de la LPO.

PUBLICITE ET ENVIRONNEMENT *Recommandation du Bureau de Vérification de la Publicité*

S'agissant de l'utilisation d'arguments écologiques dans la communication, le BVP a émis 14 règles déontologiques. En effet, la référence à l'environnement doit, selon le BVP, répondre en particulier à l'un ou plusieurs des objectifs suivants.

- présenter avec précision la (ou les) action(s) significative(s) entreprise(s) en matière d'environnement,
- informer sur le bilan positif vérifiable du produit en matière d'environnement,
- informer afin de modifier ou corriger les a priori, les préjugés ou les rumeurs non fondés ou inexacts qui concernent les produits, leurs composants ou leurs contenants.

De même, les publicités utilisant des arguments écologiques ne doivent pas tromper le consommateur (l'article 44 de la loi "Royer" du 27 décembre 1973 interdit la

publicité de nature à induire en erreur le consommateur) ni constituer un acte de concurrence déloyale (les tribunaux utilisent l'article 1382 du Code Civil pour sanctionner notamment le dénigrement : cf infra, Jurisprudence). L'annonceur doit notamment "être en mesure de produire tous éléments propres à justifier ses allégations, indications ou présentations publicitaires". Le BVP recommande, en outre, que dans le cas où il serait impossible, compte tenu des difficultés rencontrées en la matière, de justifier de formulations globales, la publicité devra utiliser de préférence des formulations telles que "contribue à protéger votre environnement par...", "contribue à l'environnement par..." en ajoutant des précisions nécessaires sur les éléments concernés.

Par ailleurs, le choix des signes, termes et couleurs ne doit pas suggérer des vertus écologiques que le produit ne posséderait pas et l'utilisation d'un signe ou d'un symbole ne se conçoit qu'en l'absence de toute confusion sur l'attribution d'un signe, symbole ou label officiel en la matière.

Parallèlement à cette recommandation, le secrétariat d'Etat à la Consommation a envisagé la création sur ce thème, d'un comité d'éthique scientifique et indépendant (BVP, 5, rue Jean Mermoz, 75008 Paris, Tél :

43.59.89.45). Texte extrait de "Option Qualité" du BVP. source : *La lettre du Hérisson*, bulletin d'information de France Nature Environnement.

PHOQUE MOINE ON VOUS TROMPE

Annnonce de la capture imminente de quelques phoques moines sur la Côte du Sahara occidental dans le cadre d'une opération officielle franco-marocaine FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et la SFPEM - Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères - reposent une nouvelle fois la question de l'adéquation entre les moyens utilisés - capture sans protection du milieu - pour essayer de sauver une espèce très menacée et les buts : sauver le phoque.

La France, n'ayant pas su conserver cette espèce sur ses propres côtes, cherche maintenant à la reproduire en captivité dans les locaux du Marineland d'Antibes. A ce jour, les bassins définitifs ne sont pas encore disponibles.

Le problème de la survie du phoque moine concerne plus de vingt pays et se situe au niveau d'actions d'organismes comme l'UICN - Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources -. Il est regrettable que l'opération qui se prépare se réalise en dehors de

toute structure qui permette d'y apporter une garantie scientifique suffisante. Il est clair que tous les contacts avec les spécialistes concernés n'ont pas été pris. Les réactions défavorables enregistrées récemment dans le monde scientifique international en sont la preuve.

Il est surtout à craindre que la captivité de quelques phoques occulte le vrai problème : la conservation du milieu. Le phoque moine ne peut être sauvé que dans la mer et dans l'océan. L'étape par la captivité ne peut se justifier que si la protection in situ est renforcée.

Devant l'absence de garanties sérieuses, FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et la SFPEM ne peuvent que déplorer l'organisation d'une opération spectaculaire, bien trop partielle pour sauver réellement l'espèce, et cautionnée par le Ministère français de l'Environnement.

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT et la SFPEM demandent que l'opération soit reportée jusqu'à ce que le protocole satisfasse aux exigences minimums nécessaires.

Elles constatent avec beaucoup de tristesse le développement cahotique d'un programme de sauvetage d'une espèce qui a déjà beaucoup coûté et qui dérive notablement du programme initial proposé en 1985.

Source : La lettre du Hérisson, bulletin d'information de France Nature Environnement.

Philippe MARCHAND contre Brice LALONDE **LES CONTRE-VERITES DU MINISTRE DE L'INTERIEUR POUR JUSTIFIER SON INCAPACITE A FAIRE RESPECTER LA LOI EN MEDOC !**

Nul n'est sensé ignorer la loi... Sauf, semble-t-il, le Ministre de l'Intérieur, lorsqu'il s'agit de trouver une excuse à ses propres incapacités !

Depuis 1981, la langue de bois était de rigueur pour les ministres de l'Intérieur : pas un seul d'entre eux n'avait accepté d'expliquer les raisons pour lesquelles ils se gardent bien d'intervenir contre les scandaleux braconnages pratiqués chaque année par les chasseurs de Gironde, chaque année au printemps dans le Médoc.

Dimanche 05 mai au Club de la Presse d'Europe-1, le Ministre, cette fois, n'a pu se dérober ! Interpellé en direct par Brigitte BARDOT, il a accumulé les contre-vérités et les ambiguïtés ! Voici, textuellement, les principaux extraits des ses déclarations



"... Il y a une loi, à l'heure actuelle, qui permet la chasse aux tourterelles. Mais il y a une directive européenne qui n'a pas force de loi et qui elle, va dans un sens contraire..."

"Que faut-il faire ?... Ne pas supprimer les chasses traditionnelles", mais les "organiser" mieux... J'ai appris que la Fédération des Chasseurs du Médoc voulait mettre au point une charte dans la concertation. Je pense qu'il faut peut-être une loi, et à ce moment-là le Parlement doit délibérer.

"Je verrais assez bien une loi qui permette à ceux qui ont ce privilège, d'exercer la chasse pendant quelque temps, puis après, si des besoins écologiques le nécessitent, diminuer la chasse aux tourterelles..." Fin de citation.

Incroyable mais vrai ! alors que le Gouvernement ne cesse de parler de protection de la nature, et confirme régulièrement l'interdiction de la chasse à la tourterelle en mai, c'est le ministre qui a en charge le civisme et l'application des lois, qui ose tenir de tels propos !

Quel décalage aberrant entre le discours et les actes !

Autant de contre-vérités en si peu de mots, c'est digne du Livre des Records ! Venant du ministre de l'Intérieur, c'est inquiétant pour l'autorité de l'Etat et pour la Démocratie. Car, quoi qu'en dise Philippe MARCHAND...

- Aucune loi française n'autorise aujourd'hui la chasse printanière des oiseaux migrateurs.

- Par définition, une directive européenne a force de loi dans tout les pays membres de la C.E.E.

- A quel titre les chasseurs de Gironde pourraient-ils bénéficier de "privilèges", au détriment de la Protection de la Nature ? Depuis quand l'abolition des privilèges est-elle, elle aussi, abolie ?

- Faut-il attendre qu'une espèce soit en voie de disparition pour prendre - APRES ! - des mesures de protection ?

- François MITTERRAND ayant déclaré en 1981 "... La gestion des oiseaux migrateurs doit être internationale", pourquoi ses gouvernements successifs agissent-ils en

sens inverse ? La notion de SOLIDARITE EUROPEENNE a-t-elle encore un sens ? (Rappelons que de nombreux pays voisins protestent le massacre de LEURS oiseaux par NOS chasseurs) !

Brice LALONDE DESAVOUE !

Le 30 avril 1991, le Ministère de l'Environnement avait pourtant publié le communiqué suivant : "... Le Ministre de l'Environnement tient à rappeler que le tir à la tourterelle est **ILLEGAL** en mai.. Chasser au printemps est une aberration écologique qui donne de la chasse en général, du fait des agissements de certains, une image gravement négative. Les Brigades Mobiles d'Intervention de l'ONC ont été mises à la dispositions du Préfet de la Gironde, auquel il appartient de faire respecter la loi".

Philippe MARCHAND vient donc de démentir de façon cinglante Brice LALONDE. Autre ministre intervenu dans le débat : Jack LANG, qui a écrit : "Je souhaite que la campagne "Printemps sans chasse" connaisse un large succès, et qu'ainsi, chacun de nous prenne conscience de la nécessité de préserver les oiseaux migrateurs."

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

"PRINTEMPS SANS CHASSE"

C/O LPO - B.P. 263 - 17305 - ROCHEFORT CEDEX

WWF-FRANCE (Fonds Mondial pour la Nature)

LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux)

SNPN (Société Nationale de Protection de la Nature)

FNE (France Nature Environnement)

SPA (Société Protectrice des Animaux)

CIPO (Conseil International pour la Protection des Oiseaux)

FONDATION BRIGITTE BARDOT

ROC (Rassemblement des Opposants à la chasse) :

etc...

Les 28 espèces d'oiseaux les plus menacées en Europe

1975 : dernière observation de l'huître des Canaries.

1989 : mort des deux derniers ibis chauves nichant en Europe.... Un rapport de la RSPB analyse par zones géographiques le statut des 28 espèces nicheuses les plus menacées en Europe. Dans le secteur nord-ouest qui englobe la France, le milan royal, le râle des genêts et le pygargue à queue blanche sont considérés comme les espèces les plus en danger. Si le pygargue a été réintroduit avec succès en Grande-Bretagne où il se reproduit à nouveau depuis 1985, le cas du râle est beaucoup plus dramatique dans ce pays comme dans toute l'Europe occidentale où ses effectifs sont en chute libre en raison des modifications des pratiques agricoles.

En Europe du sud et de l'est, la situation est plus critique encore avec un nombre important d'oiseaux à haut risque (grande outarde, pélican frisé, aigle impérial...), de même que pour les îles sud-atlantiques - Canaries, Madère - riches de plusieurs espèces endémiques.

Pour Alistair Gammell de la RSPB, "L'Europe disposerait bien des moyens économiques mais manquerait de la volonté politique, nécessaires à la protection effective de ces espèces".

Source : L'Oiseau Magazine n°21, revue mensuelle de la Ligue de Protection des Oiseaux.

1.000 oiseaux exotiques morts en transit.

Plus de 1.000 oiseaux originaires de Tanzanie et destinés à alimenter les cages des américains sont morts pendant leur transit à l'aéroport de Nairobi en septembre dernier. Le chargement comprenait environ 2.000 oiseaux - perroquet et calaos notamment - enfermés dans une centaine de caisses en bois, et ont été laissés sans soins durant 3 jours. Plus de la moitié des oiseaux sont morts de faim, d'asphyxie, de soif ou.... noyés dans les récipients d'eau. A noter que les caisses n'étaient prévues que pour contenir 50 oiseaux chacune !

Vous aimez les oiseaux, alors ne les enfermez pas dans une cage !

Source : L'Oiseau Magazine n°21 revue mensuelle de la Ligue de Protection des Oiseaux.

**Sale automne
pour les cigognes.**

15 cigognes blancs en provenance d'Allemagne, de Suisse... sont mortes électrocutées l'automne dernier par le tentaculaire réseau aérien EDF.

Si EDF semble avoir pris conscience de l'ampleur du problème, trop d'oiseaux sont encore victimes d'électrocution et de collision sans que des mesures radicales soient véritablement prises. La LPO poursuit également son action auprès d'EDF et de Brice Lalonde pour obtenir la neutralisation et l'enterrement des lignes dans un rayon de 500 à 1.000 m autour des nids de cigognes.

Signalons enfin la sinistre "bavure" d'un chasseur de Haute-Loire qui a tué une cigogne blanche le 15 septembre sur la commune de Ceyssac-la-Roche. Il a dû la confondre probablement avec un dindon sauvage, fort fréquent dans notre pays !

Source : L'Oiseau Magazine n°21 revue mensuelle de la
Ligue de Protection des Oiseaux.

PARTEZ A LA DECOUVERTE DES MILIEUX NATURELS DE LA VALLEE DE LA BRESLE

Située sur les confins Normando-Picards, parcourue dans toute son étendue par des cours d'eau enchassés dans un écrin de verdure, bordée d'un côté par la Forêt d'EU, et de l'autre par des bois, des terres cultivées et des pâturages, la Vallée de la Bresle offre une suite de terrains accidentés des plus variés. Les prairies de la Bresle, les côteaux boisés et les champs calcaires du versant picard, les landes avec leurs mares et leurs bruyères, les taillis de la forêt et ses clairières dans les hautes futaies, les falaises du littoral, les sables vaseux et les galets du Tréport ou de Mers sont autant de stations qui délimitent une grande diversité de biotopes.

L'harmonie de ces paysages mouvementés et la variété de ces sites, délimitent d'innombrables espèces de notre faune et de notre flore que nous vous proposons de découvrir au fil des pérégrinations décrites par ce Guide-Nature.

Huit itinéraires, qui se profilent dans ce secteur encore privilégié par son intérêt écologique et biologique seront décrits et présentés à l'aide d'extraits de carte I.G.N. au 1/25000°. Les espèces vivantes caractéristiques des biotopes traversés seront exposées, de même que les dates favorables à leur observation. Des préceptes et consignes, code déontologique d'approche de l'environnement seront intégrés aux textes.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AU GUIDE NATURE EN VALLEE DE LA BRESLE SOMME (80)/SEINE-MARITIME (76)

A RETOURNER AVANT LE 30 JUIN 1991 A :
M. SANNIER J-Michel appt 126/2 rue du Périgord
80000 AMIENS

- ☐ Je soussigné pour exemplaire(s) au prix de 20F00 l'unité
- ☐ Je désire le prendre à l'adresse indiquée
- ☐ Je souhaite que l'envoi m'en soit fait pour le prix de 5F80 l'unité (pour des envois groupés prendre contact)
- ☐ Je joins à ce bulletin un chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'A.D.E.V.A.B. (Association de Découverte de l'Environnement) 13, rue de l'Arche 80220 GAMACHES couvrant l'ensemble des frais engagés, au montant de.....

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____

code postal _____ Ville _____

LE.....1991

SIGNATURE :

POUILLOT !!!

Le 21 Mars 1990 à Ponchon-60-, le cadavre déjà ancien d'un petit passereau porteur d'une bague est trouvé par S. THIERY. Il détermine les restes récupérés comme étant ceux d'un Pouillot et nous les transmet afin de compléter la détermination. Il s'agissait effectivement d'un Pouillot bien connu, le Pouillot véloce *Phylloscopus collybita*. Nous pensions déjà que le renseignement du marquage serait intéressant car la bague (LISBOA 015115) indiquait une pose de la bague sur l'oiseau au Portugal.

La réponse du centre de baguage (CRBPO, Muséum d'Histoire Naturelle, 55 rue Buffon 75005 PARIS) fut rapide et effectivement très intéressante. L'oiseau avait été bagué le 12 Janvier 1990 à ODELOUCA dans la province de l'ALGARVE (pointe Sud-Ouest du Portugal). Notre oiseau avait donc fait 1600 Kilomètres au moins en environ 2 mois ; souvenons-nous qu'un Pouillot véloce ne pèse qu'environ 7 grammes !

L'intérêt particulier de cette reprise réside dans le fait qu'il s'agisse d'une reprise directe, c'est-à-dire faite au cours d'une même saison montrant ainsi le trajet migratoire de l'espèce.

L'oiseau était à cette période de l'année en

cours ou en fin de migration pré-nuptiale (elle se déroule chez nous et pour cette espèce surtout en Mars-Avril) et cela confirme que les Pouillots véloces de nos régions (et peut-être les plus septentrionaux : il allait éventuellement continuer son voyage vers le Nord s'il n'avait pas été arrêté dans l'Oise) hivernent dans le Sud de l'Europe (pourtour méditerranéen + Sud de l'Espagne-Portugal) voire dans le Magreb

(rappelons qu'un autre Pouillot véloce nicheur à Boves -80- que nous avons bagué le 7 Juillet 1988 a été repris 5 mois plus tard à Sidi Allal Tazi au Maroc).

Afin de participer à ces recherches sur la biologie des oiseaux, n'hésitez pas si vous aussi vous trouvez un oiseau bagué à nous envoyer la bague, nous vous communiquerons les résultats (il faut parfois être patient, certains

pays répondent après plusieurs mois voire plusieurs années de retard !) dès réception de la fiche. Vous pouvez aussi l'envoyer vous-même mais pensez alors à nous faire une photocopie de la réponse, elle paraîtra alors peut-être dans Picardie-Nature et tout le monde en aura connaissance. D'avance merci pour votre collaboration.

X. COMMECY



HECATOMBE D'OISEAUX SUR LE LITTORAL PICARD

Lors du dernier ramassage d'oiseaux morts, le 17 février dernier, nous avons ramassé un nombre record de cadavres. Sur les 5 secteurs (4 ne l'ont pas été) prospectés, nous avons trouvé 2 040 cadavres. Il s'agissait essentiellement de Grives littorales (740), Grive mauvis (611), Alouette des champs (281), Pipits (99), Bécasse des bois (19), Bécassine des marais (12).

Les secteurs qui n'avaient pas été couverts ce jour là, l'ont été par nos collègues du Nord qui ont ramassé les oiseaux de Quend-Plage à la Baie d'Authie. Leurs résultats sont tout aussi importants : 1 792 cadavres. 535 Grives mauvis, 504 Grives littorales, 289 Alouettes des champs, 63 Grives musiciennes.

Au total c'est donc plus de 3 800 oiseaux morts qui ont échoué sur nos côtes.

Que c'est-il passé pour ces passereaux ?

Il est probable qu'il s'agissait d'oiseaux d'origine anglaise qui fuyant le froid, sont morts au dessus de la mer.

Ils devaient être fortement affaiblis suite aux températures très basses qu'ont connu les pays nordiques et le notre.

La découverte de ces cadavres est bien la preuve que les oiseaux bien qu'étant naturellement armés contre ces difficiles conditions climatiques, souffrent, et que les populations de ces espèces peuvent être durement affecter à cette occasion.

L. GAVORY.

ELISABETH 2, pas de retour

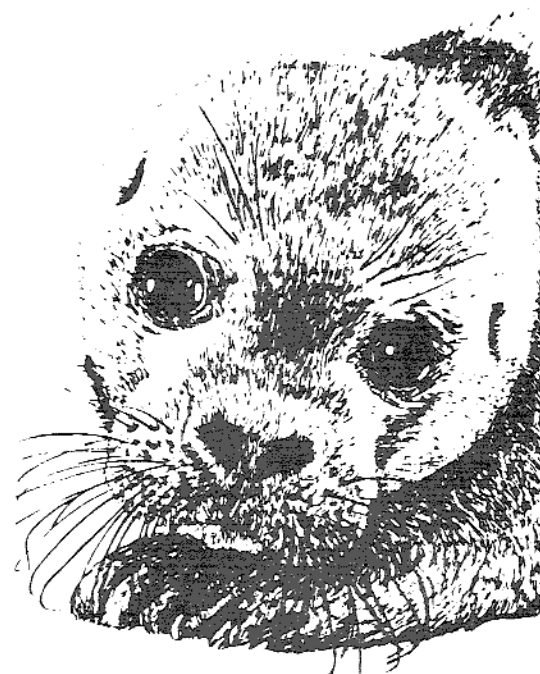
Vous vous souvenez certainement de ce petit phoque, recueilli au Touquet le 10 septembre dernier, que nos amis hollandais de la Crèche de Pieterburen sont venus chercher. Il a été relâché (11 janvier) dans la mer des Wadden au Nord des Pays Bas. Après quatre mois de soins, il pesait 61 Kg et se trouvait en bonne santé. Il devait donc être remis en liberté.

Nous avons accepté la proposition de nos collègues néerlandais, de le relâcher dans une réserve hollandaise. Les raisons de ce choix sont multiples. L'expérience du relâché de Martial nous a montré qu'apparemment le phoque ne reste pas sur place. L'intérêt du relâché en France est dans ce cas moins importante. Surtout qu'un transfert de ce type coûte cher et qu'il perturbe l'animal ; enfin, au début de cette année, nous ne pouvions pour différentes raisons organiser de façon optimale ce relâché.

Dans l'avenir, pour les phoques que nous recueillerons et qui seront soignés à Pieterburen, nous retenterons un relâché en Baie de Somme dans des conditions différentes de celles du relâche de Martial et nous verrons si le phoque reste.

Nous pensons que réintroduire des animaux de ce type, constitue un excellent moyen de soutenir la petite population française.

L. GAVORY.



JEUDI 4 JUILLET :

Sortie busards.

Rendez-vous à 19H30 place de l'église de Villers-aux-Erables (15 kms au sud-est d'Amiens près de Moreuil).

JEUDI 11 JUILLET :

Sortie busards.

Rendez-vous à 19H30 à l'église de Lamaronde (à 30 kms d'Amiens près de Poix).

DIMANCHE 28 JUILLET :

Sortie de découverte de la nature en Baie de Somme et d'initiation à l'ornithologie dans la réserve maritime de chasse.

Rendez-vous à 10H00 au parking de la Maye (voir plan).

Repas tiré du sac.

DIMANCHE 8 SEPTEMBRE :

Sortie de découverte de la nature en Baie de Somme et d'initiation à l'ornithologie dans la réserve maritime de chasse.

Rendez-vous à 8H30 place du cirque à Amiens (regroupement pour les amiénois) ou à 10H00 au parking de la Maye.

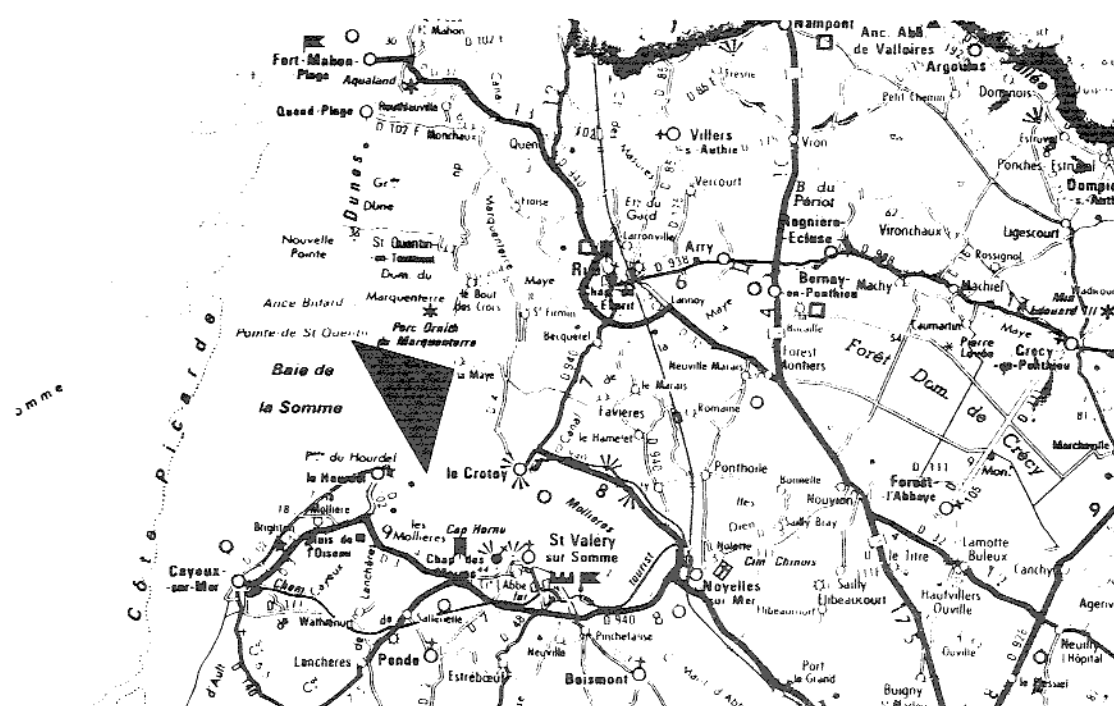
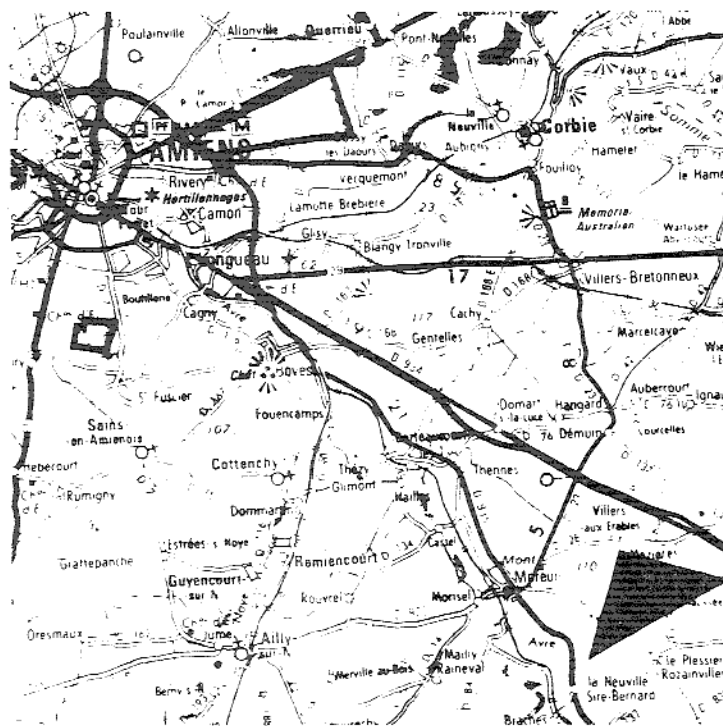
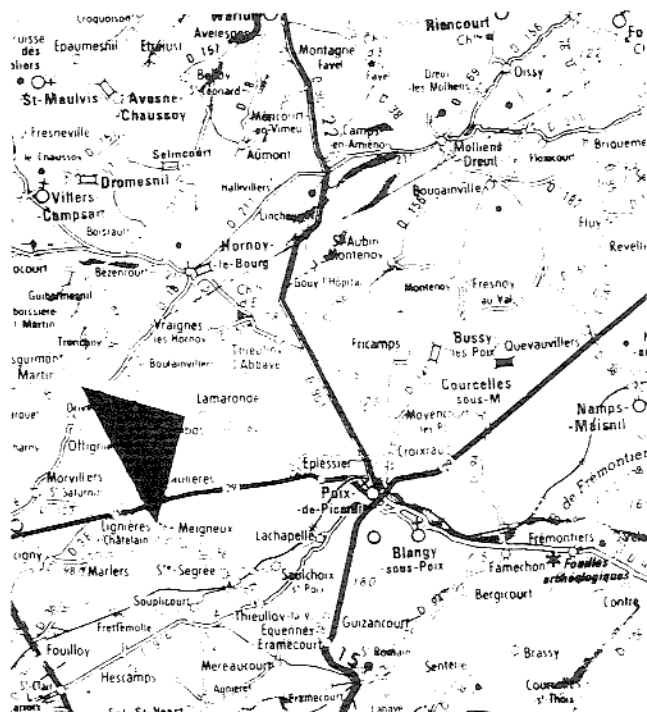
Repas tiré du sac.

REMARQUES :

Pour les sorties sur le terrain : il est préférable de se munir de bottes et de vêtements de pluie.

Pour les sorties d'initiation à l'ornithologie, notre association met à votre disposition des paires de jumelles.

- Parfois un rendez-vous est fixé place du Cirque à Amiens, celui-ci n'est nullement obligatoire, il est fixé simplement pour permettre aux habitants d'Amiens et des environs de se regrouper dans les véhicules, l'attente à ce rendez-vous n'excède pas 15 minutes.



JE N'IRAI PAS VOIR LES GORILLES...

C'est entendu : je n'irai pas voir les gorilles de montagne, car il vaut mieux les laisser tranquilles. D'une santé déjà fragile, épuisée par 13 ans de séjour dans les brumes à de hautes altitudes, Diane Fossey n'était soutenue que par sa passion. Elle s'appliqua avec une énergie farouche et des moyens ardemment acquis à lutter sans cesse contre un braconnage envahissant. Toutefois, sa situation devint de plus en plus inconfortable quand elle montra son manque d'enthousiasme pour le projet "gorilles de montagne" qui prévoyait, avec le succès que l'on sait aujourd'hui, de faire visiter -au prix fort- quelques groupes de gorilles à des touristes privilégiés.

Tous les médias ont signalé sa fin mystérieuse...

Certes de grandes précautions sont prises : approche en petits groupes, contacts de courte durée...

Malgré cela, il n'est pas certain que le gorille, très sensible aux maladies pulmonaires et infectieuses, supporte bien le choc.

Certes sur la trentaine de groupes de gorilles connus, il n'y en a "que" huit qui sont en contact avec le public, tandis que trois sont encore "sacrifiés" à la curiosité des chercheurs (1). Mais Diane avait rêvé qu'on laisse "ses" gorilles tranquilles, qu'ils resteraient à l'abri de tout contact dans leur univers propre.

Mais voilà le projet "gorille de montagne" est "rentable" et dans la politique à courte vue actuelle, c'est peut-être effectivement le moyen le plus sûr de sauvegarder les 300 survivants de cette espèce (2). De même, en différents points du globe se développent des affaires lucratives pour observer les animaux, que ce soit les baleines de Californie avec quai d'observation abrité ou les dauphins d'Australie, attirés aussi auprès des observateurs comme des lions du Kenya auprès des lodges de luxe.

Déjà le premier ministre français de l'environnement auteur du "Ministère de l'impossible" avait écrit vers 1970 : "La nature sera rentable ou ne sera pas" principe qu'il pourra méditer longuement quand il sera sous terre, car au contraire : "La nature peut prêter de l'énergie sans rien demander en retour..." (Tx Thuang : la mélodie secrète).

L'homme lui-même, s'il s'occupe de rentabilité toute la semaine -ce qui est biologiquement idiot- gaspille son dimanche à dépenser des sommes folles dans des projets les plus farfelus qui vont jusqu'à la sauvegarde des vieilles bagnoles antédiluviennes : et pourtant ce n'est plus rentable, ou se dépenser bêtement dans un chemin creux au cul d'un 4X4 embourbé.

De plus, les animaux qu'on observe maintenant ne sont plus des populations naturelles : leurs moeurs véritables ont été modifiées par le contact : dans les Birungas on ne rencontre que des gorilles "pour touristes" : l'observateur connaît le même problème que l'anthropologue qui débarque dans un pays lointain pour y étudier les moeurs d'une tribu "sauvage" : sa présence même est un élément perturbateur et la tribu ne se comportera plus de la même façon sous ce regard investigateur étranger, même les physiciens des quanta - à l'autre bout de l'échelle- démontrent que la mesure perturbe nécessairement le phénomène qu'on veut bien mesurer, tout au moins à l'échelle quantique (cité par Rémy Chauvin).

C'est pourquoi on ne peut rester insensible au rêve de Diane Fossey de voir les gorilles rester dans leur indépendance originelle. Les baleines plus curieuses sont-elles moins perturbées par les hordes de touristes qui se succèdent à la fin de l'hiver dans une quarantaine d'embarcations dans la baie de Cortez ? (3). De toute façon, beaucoup de choses nous échapperont toujours, puisque "les loups habitent un monde secret, presque entièrement interdit aux hommes" (Art Wolfe cité par Candace Savage : le Loup-Trécaré 1989) et l'homme ne peut aller partout dans la nature, comme le notait Henri-David Thoreau au sommet du mont Kathadin, où la nature lui disait : "Je n'ai jamais fait ce sol pour tes pieds cet air pour tes poumons et ces rochers pour qu'ils soient tes voisins. Je ne peux avoir pitié de toi ici... mais simplement t'accueillir où je suis agréable. Pourquoi viens-tu me chercher là où je ne t'ai pas appelé, pour ensuite te plaindre de n'y trouver qu'une marâtre ?" (4).

N'est-ce pas la ligue pour la protection des oiseaux qui aurait une solution: elle a installé aux 7 îles des caméras vidéo qui permettent depuis ses installations du continent sur grand écran l'observation des colonies d'oiseaux de mer qui peuplent les îles.

Mais il y a encore des défenseurs désintéressés qui souhaitent seulement sauvegarder l'espèce pour elle-même : les adhérents du groupe ours n'ont aucune chance de voir un ours dans les Pyrénées, mais c'est l'idée de la disparition de l'ours qui leur est insupportable : les Pyrénées sans ours ne seraient plus jamais les mêmes.

Faisons nôtre la réflexion de L. David Mech (5) : "je ne verrai peut-être jamais de loup gris en liberté, mais il m'est indispensable de savoir qu'il existe".

Moi, j'irai au Crazy Horse Saloon. Il paraît que dans un espace restreint s'y agitent à des rythmes endiablés des femelles de singe nu (6) en costume d'Eve. J'espère ne pas les effaroucher ni par ma présence troubler leur comportement.

J. HERBET.

(1) G. Schaller : les survivants des Birungas (Nathan)

(2) dont on estime l'effectif à 293 en 1986, contre 254 en 1981 et 400 à 450 en 1959.

(3) Ne contestons pas que c'est mieux que de les harponner.

(4) Cité par Bill Mc Kibben : La nature assassinée.

Réflexion sur la métamorphose de la planète et ses conséquences sur le futur de l'homme. Fixot (mars 1990)

(5) Foremost authority on the Wolf in the United States

(6) D. Morris : le Singe nu Ed. Grasset Paris 1967

LES NITRATES ET L'AGRICULTURE

par François Barbier

Chacun est maintenant sensibilisé à la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Elle préoccupe tant les responsables de l'agriculture que ceux de la gestion et de la protection des eaux, et bien évidemment chacun d'entre nous du fait du problème de la qualité des eaux du robinet.

Le ministère de l'environnement vient de sortir un document d'information sur ce problème, dont vous trouverez une synthèse ci-dessous.

LA POLLUTION

A) Inconvénients des teneurs excessives en nitrate des eaux

L'excès de nitrate dans l'alimentation rend l'hémoglobine du sang impropre à fixer l'oxygène. Cette affection est grave, à l'extrême mortelle pour les très jeunes enfants. Pour maintenir l'apport alimentaire de nitrates dans les limites raisonnables, on joue sur la teneur de l'eau de boisson : C'est la norme européenne bien connue de 50 mg/litre.

Les nitrates et les phosphates provoquent l'eutrophisation des eaux superficielles, continentales et marines. Ce phénomène occasionne des nuisances et préjudices économiques très importants. Il constitue une dégradation de la qualité des milieux aquatiques, donc de notre patrimoine naturel. Les pays riverains de la Mer du Nord, dont la France, ont ainsi pris pour sa protection des engagements de réduction de leurs apports en nitrates.

B) Données sur les teneurs en nitrate des eaux

Les teneurs en nitrate des eaux varient énormément dans le temps et dans l'espace. Les graphiques dressés à partir des analyses ont une allure en dents de scie quelle que soit la périodicité des mesures. Les eaux de surface influencées par des rejets industriels sont les plus chargées ; viennent ensuite celles qui reçoivent des rejets urbains ou des effluents d'élevage. Dans le cas des eaux souterraines, les teneurs moyennes les plus fortes proviennent des zones de cultures maraîchères puis des grandes cultures de type céréalières.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Au nord d'une ligne Bordeaux-Mulhouse, les nappes phréatiques sont plus fréquemment polluées par les nitrates. Au sud par contre, elles ne le sont qu'exceptionnellement (vallées de la Garonne et du Rhône par exemple). Ceci reflète la prédominance de la contamination d'origine agricole. Si en effet dans le Nord et l'Est la contribution des activités urbaines et industrielles est relativement élevée, ce n'est pas le cas dans la plupart des régions.

L'ORIGINE DES NITRATES

Toutes les activités humaines induisent des pollutions azotées. Néanmoins, parmi les activités productives, l'agriculture, et l'agriculture seule, a besoin d'azote.

L'industrie lui livre des engrais ou transforme des produits agricoles riches en azote (industries agro-alimentaires). On considère ainsi que l'industrie n'a que peu de responsabilité dans la pollution, sauf cas particuliers ponctuels.

Les consommateurs ont une part plus importante que l'industrie mais moindre que l'agriculture. On estime qu'en France, la pollution émise est aux deux tiers d'origine agricole, les ménages et l'industrie y contribuant pour le tiers restant.

LE ROLE DE L'AGRICULTURE

L'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques de production agricole. Pendant des siècles, cette évolution a été très lente. Elle a commencé à s'accélérer vers la fin du siècle dernier, et surtout au cours de celui-ci, grâce notamment au développement de l'industrie chimique qui a mis au service de l'agriculture engrais et produits phytosanitaires.

Après la seconde guerre mondiale, notre agriculture s'est vu donner la mission d'assurer l'autosuffisance alimentaire de notre pays. Cette tâche a été remplie, et au-delà puisque les produits agricoles et alimentaires sont un poste largement bénéficiaire dans notre balance commerciale.

Un des moyens d'atteindre cet objectif a été l'emploi de fertilisants, et surtout d'engrais azotés, à des doses de plus en plus adéquates aux besoins des plantes cultivées. Le but était de faire en sorte que l'azote nécessaire aux cultures ne soit jamais un facteur limitant de leur rendement.

Un autre de ces moyens a été le développement des activités d'élevage qui, par ailleurs, ont été à l'origine d'une fourniture accrue de fertilisants sous la forme de déjections et d'effluents des installations.

La pollution agricole a longtemps été celles des tas de fumier, des fosses à purin, des étables et des soues à cochons. Ces sources ponctuelles induisent des contaminations souvent intenses mais localisées. Elles existent toujours ; elles se sont même multipliées en même temps que les installations d'élevage. Mais la modernisation de l'agriculture tendra à les faire disparaître progressivement.

La même tendance, au contraire, favorise un phénomène nouveau : la pollution "diffuse". Les excédents d'azote dus à la surfertilisation ou au manque de couverture hivernale des sols n'induisent que des contaminations peu intenses. Mais ces fuites touchent des millions d'hectares en France. Au total, ce sont des centaines de milliers de tonnes d'azote qui gagnent les eaux par ruissellement ou infiltration.

Et cette pollution est beaucoup plus difficile à prévenir que les précédentes. Une usine d'engrais, une installation d'élevage peuvent-être mises hors d'état d'émettre des contaminations car il s'agit de milieux fermés ou que l'on peut fermer. Au contraire, les champs cultivés, les prairies où s'étendent engrais et déjections animales constituent un milieu ouvert par excellence, où le confinement des fuites polluantes est extrêmement difficile.

QUELLES SOLUTIONS ?

A) Pour les pollutions diffuses à partir des sols :

Eviter toute surfertilisation des cultures en équilibrant : *les besoins en azote des cultures, compte tenu des potentialités des parcelles d'un part, *et d'autre part les fournitures d'azote aux cultures par les sols et la fertilisation, correspondant :

- aux quantités d'azote présentes dans le sol au moment où la culture commence à les utiliser de façon importante.
- à la fourniture d'azote par la minéralisation nette des réserves du sol en azote organique.
- aux apports par les déjections animales.
- aux apports par les engrais de synthèse.

Installer des cultures intermédiaires pièges à nitrates colonisant le sol en période d'interculture en particulier dans le cas de rotations avec cultures de printemps et retarder si nécessaire l'enfouissement des résidus.

B) Pour les pollutions ponctuelles liées aux installations d'élevage :

Avoir des capacités de stockage évitant au maximum les épandages d'effluents en automne et hiver. Assurer l'étanchéité des matériels de collecte et de stockage.

Néanmoins, la mise en oeuvre de pratiques agricoles propres à réduire les fuites de nitrates des sols cultivés vers les eaux n'est pas sans effet du point de vue économique : Surcoûts, réduction des rendements, manques à gagner...

Il y a donc actuellement dans le prolongement des assises de l'eau, un très large débat autour de ces questions et des instruments économiques dont l'emploi serait de nature à faciliter l'amélioration des techniques agricoles.

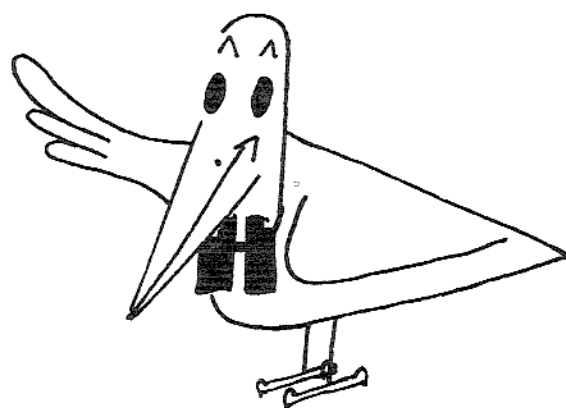
Ce débat a lieu au niveau européen, là où s'élabore la politique agricole commune. Les services de la commission proposent un système d'aide aux agriculteurs qui diminueraient volontairement l'emploi des engrais.

Le débat se situe également en France avec la question de l'application du système des agences financières de bassin institué par la loi sur l'eau de 1964.

Tous ceux qui désirent plus d'informations sur ce sujet, peuvent s'adresser au CORPEN (Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates et les phosphates). Le CORPEN associe les diverses parties concernées par le problème, il confronte les connaissances et les points de vue et fait des propositions en s'appuyant sur des groupes de travail qui réunissent les compétences nécessaires.

CORPEN - AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
14 Bd du Général Leclerc - 92524 NEUILLY CEDEX

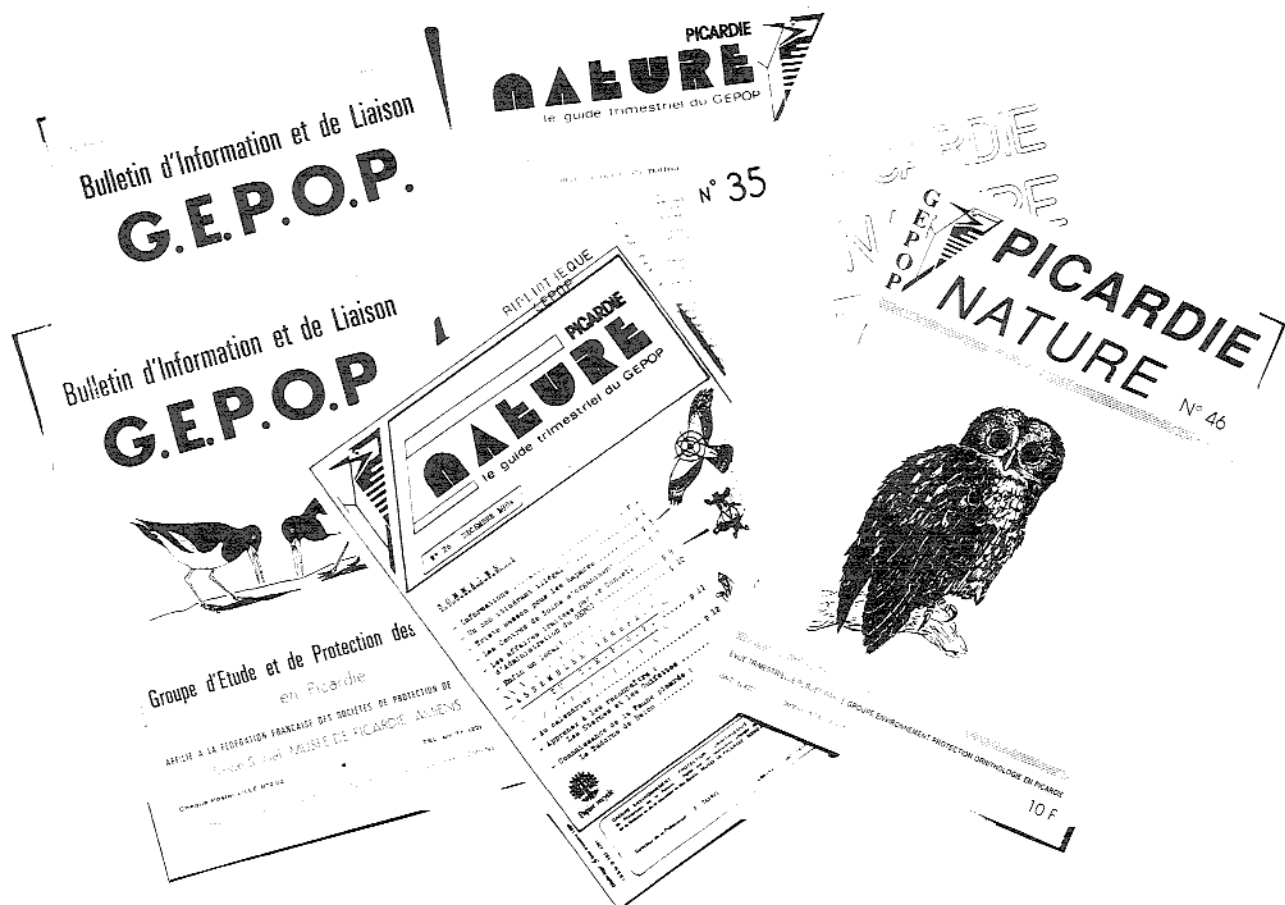
ASSEMBLEE GENERALE 1990



le GEPOP a 20 ans

LE G.E.P.O.P. A 20 ANS

Afin de préparer cette rétrospective de plus de 20 ans d'activités du G.E.P.O.P. pour la protection de la nature en Picardie, nous avons repris les anciens numéros de ce qui a d'abord été le "Bulletin du G.E.P.O.P." et qui est maintenant "Picardie Nature". Ce survol du passé nous a permis d'avoir une vue synthétique de nos actions et je pense qu'une phrase peut résumer ces 20 ans de vie d'association : "Cent fois sur le métier remet ton ouvrage".



En effet, si on trouve plusieurs évolutions dans notre histoire (évolutions dont je vais essayer de vous montrer les directions, leurs causes et leurs conséquences). On y retrouve aussi plusieurs constantes. Ces constantes affichées dès les premiers numéros de notre revue (1979) sont :

1) L'INFORMATION DU PUBLIC avec 3 types d'informations :

- Locales, par des sorties naturalistes des articles de présentation et de détermination de fleurs, d'arbres, d'oiseaux et d'autres espèces régionales ou de présentation de milieux naturels de Picardie ainsi que des comptes-rendus d'études naturalistes.
- Régionales, en servant de support à d'autres associations.
- Nationales, en servant de relais à des enquêtes ou informations d'associations nationales et en publiant et vulgarisant les textes de lois nouveaux se rapportant à la protection de la nature.

2) LA PROTECTION DE LA BAIE DE SOMME

Un document publié dans le Picardie Nature numéro 4 de 1979, démontre notre intérêt pour ce site exceptionnel qu'est la Baie de Somme, sur lequel des projets d'aménagement pèsent en permanence.

En 1975, nous avons réalisé une exposition sur "le littoral Picard", en 1976 publié un dossier sur ce sujet, 1978 le thème de l'A.G. était la Baie de Somme et depuis nous continuons.

3) LA LUTTE CONTRE LES EXCES DE LA CHASSE

Cette dénonciation, on la trouve dans les premiers numéros de la revue (sous des signatures étonnantes parfois) ...

SCENE DE CHASSE A L'AVOCETTE EN BAIE DE SOMME !

(J.C. ROBERT)

Le dimanche 18 mars 73, dans les Molières d'Hautebut, vers 8 H du matin, un vol de 20 Avocettes fut la cible des nombreux chasseurs postés bien en évidence sur le toit des huttes. Il est à noter que ces oiseaux protégés volaient à une altitude d'environ 250 mètres.... Que l'on ne vienne plus me dire que les chasseurs au gibier d'eau sont des protecteurs....

Témoins : E. FOURCY - J. TETU - J.C. ROBERT

AUTRES SCENES PLAISANTES DE CHASSE AU BOUT DES CROCS, le samedi 17 mars 73. Le long de la Maye et près de la réserve du Marquenterre, bien disposés en batterie, une vingtaine de chasseurs ouvrent le feu sur un vol de chevaliers gambettes volant à une altitude d'au moins 300 mètres !

Ca c'est du sport !

Témoins : G.BELARD - J.C. ROBERT

"Extrait du Bulletin Trimestriel du G.E.P.O.P."

PLAIDOYER POUR LE HERON

Le Héron cendré (*Ardea cinerea*) figure parmi les espèces protégées depuis l'arrêté ministériel du 15 octobre 1975.

Certains essaient actuellement de remettre cet oiseau sur la liste des espèces dites "nuisibles" et que l'on pourrait ainsi tirer toute l'année ...

Il ressort de cet état que les demandes de destruction des Hérons cendrés reposent sur des chefs d'accusation erronés ou incomplets. Nous avons encore en mémoire les procès d'intention menés contre les rapaces juste avant leur protection légale, comme l'article intitulé "un rapace à détruire:

l'Epervier" signé P. Gérard dans le Courrier-Picard en 1970. A cette époque, les spécialistes cynégétiques de la faune ou les conseillers scientifiques cynégétiques ignoraient tout des régimes alimentaires des rapaces diurnes et nocturnes dont le rôle est fort heureusement depuis de nombreuses années non seulement reconnu mais aussi enseigné dans les programmes scolaires des écoliers et collégiens de France.

P. TRIPLET.

Bibliographie :

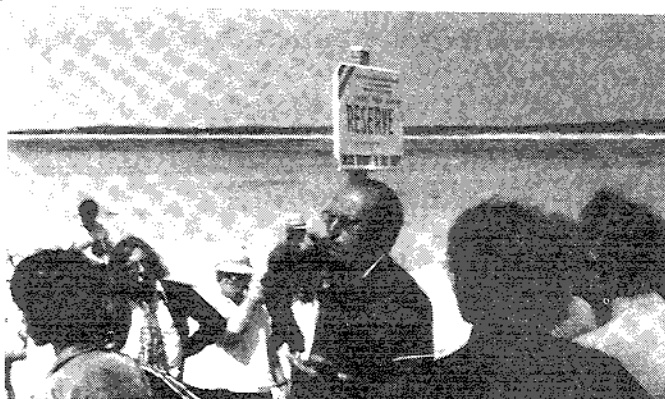
J. Godin (1979) : le Héron cendré (*Ardea cinerea*) dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le Héron : 4° trim. 1979 N° 4.

F. Sueur (1979) : le Héron cendré (*Ardea cinerea*) dans la Somme. L'Avocette 1979 3(3-4) 1-62.

Extrait de Picardie Nature n° 9.

... puis par des manifestations publiques, le 28 juillet 1974 contre la précocité de l'ouverture de la chasse au gibier d'eau ou le 15 février 1976 contre la chasse de mars et la chasse en mer. Au cours de cette manifestation, nous avons été victimes de coups et blessures et de calomnies dans la presse. Nous avons d'ailleurs gagné un procès pour diffamation (confirmé en 1978 en appel puis en cassation en 1979). Les auteurs des articles diffamatoires ont été condamné à nous verser des dommages et intérêts que nous attendons toujours.

Mais si nous avons relevé ces 3 constantes (en plus bien entendu de l'étude naturaliste des sites remarquables de la région), il ne faut pas voir dans le G.E.P.O.P. un monolithe immuable, au contraire, plusieurs évolutions dans nos orientations sont remarquables.



Créé en 1970 (c'était auparavant une section locale de la Ligue de Protection des Oiseaux) par des personnes sensibilisées à la protection de la nature après la découverte d'oiseaux mazoutés sur nos côtes (symptômes d'une pollution chronique de la mer du Nord après la révélation des dégâts provoqués par le mazout du Torrey Canyon en 1968). Le G.E.P.O.P. qui était alors le Groupe d'Etude et de Protection des Oiseaux en Picardie met en place rapidement deux lignes d'actions prioritaires.

- la protection des oiseaux
- la diffusion d'idées neuves pour l'époque sur l'écologie générale (j'ai relevé dans les premiers numéros le rôle de l'arbre, de la haie, les dangers des pesticides, des emballages plastiques, les économies d'énergie (et c'était avant le 1er choc pétrolier !), bref, des réflexions, plus que jamais d'actualité, menées il y a 15 ou 20 ans. Ah, si l'on nous avait écouté au lieu de nous railler. Les moyens mis en oeuvre pour faire passer ces messages étaient :

- un bulletin
- des expositions qui étaient installées traditionnellement pendant un mois au Musée de Picardie et accueillaient plusieurs milliers de visi-

teurs essentiellement des scolaires (1970 : avant que nature ne mesure, 1971 : l'avifaune picarde et son milieu, 1972 : nature protégée, dernier refuge, 1973 : les rapaces, 1974 : le marais picard, 1975 : le littoral picard, 1976-1977 : exposition itinérante, protégeons les oiseaux en Picardie, 1978 : l'oiseau dans la cité).

- des sorties sur le terrain

- un voyage annuel en car hors des frontières régionales

- des actions spectaculaires : pose de nichoirs, de mangeoires.

J'ai déjà parlé des manifestations contre les excès de la chasse que nous avons organisé, celles-ci ont une grande portée nationale (surtout celle de juillet) car à l'époque, les chasseurs, seuls, décidaient de tout

quant aux modalités de la chasse. Il n'était pas question alors de concertation avec les autres utilisateurs de la nature.

En 1978, nous assistons à un premier virage dans les orientations du G.E.P.O.P. qui devient le Groupe Environnement Protection Ornithologique en Picardie. Sans renier nos origines (étude et protection des oiseaux), nous nous préoccupons maintenant d'environnement, prenant ainsi officiellement en compte l'ensemble des composantes des écosystèmes.

Cette transformation, nous permet alors d'intervenir lors des enquêtes publiques (plan d'occupation des sols, routes, aménagements touristiques, exploitation de gravières...). Traduction directe, en 1979, un membre du G.E.P.O.P. est candidat sur la liste des écologistes aux élections européennes.

1979 montre également une intensification de nos efforts pour sauvegarder la Baie de Somme : participation à l'élaboration de la charte du parc naturel régional de Picardie-Maritime (qui n'a jamais vu le jour, mais dont on reparle actuellement), pétition contre un projet de route d'accès à la mer à travers le massif dunaire du Marquenterre (7000 signatures). C'était aussi l'année de la réalisation d'une superbe exposition sur le littoral picard. A cette occasion, nous avons rencontré pour la première fois, Michel d'ORNANO, ministre de l'Environnement qui a même effectué une visite du littoral le 12 juillet.

Ceci montre les premiers positionnement du G.E.P.O.P. par rapport aux administrations. Il nous faut alors savoir forcer des portes car il n'était pas de mise à l'époque d'interroger les associations.

1980, le G.E.P.O.P. essaie d'asseoir sa position régionale en tentant la création de sections départementales. On ne peut pas dire que ce fut un succès. Nos moyens d'intervention changent à cette période, l'effort est fait sur une reconnaissance des idées environnementalistes dans toutes les décisions administratives. Là encore, il nous faut forcer les portes et être moins conciliants avec nos interlocuteurs. Cette crise de croissance va créer des perturbations au sein du C.A. et le départ de certains membres fondateurs.

1981-1982, participation du G.E.P.O.P. à l'élaboration du Livre Blanc de l'Environnement. Cette fois-ci, nous y étions invités. Trois ans d'efforts payent, c'est ce que j'appellerai l'institutionnalisation du G.E.P.O.P.

Nous poursuivons notre mission d'information du public. On trouve dans nos revues de cette époque, la défense des animaux contre les excès de la chasse, la défense du héron cendré (déjà !), des enquêtes sur les mammifères, etc...

En 1982, le G.E.P.O.P. dépose ses premières plaintes devant les tribunaux pour des destructions d'espèces protégées ou des travaux illégaux. En fin d'année, la création de la C.O.P. (Centrale Ornithologique Picarde), essentiellement constituée autour de membres de la section ornithologique du G.E.P.O.P. caractérise notre évolution : plus d'environnement, plus de réflexion sur les milieux naturels et moins d'études centrées uniquement sur les oiseaux (mais des liens privilégiés existent entre les deux associations).

Ces années 80 montrent une multiplication tous azimuts des activités du G.E.P.O.P.

Information du public et des adhérents (Picardie-Nature prend de l'embonpoint).

Interventions auprès des décideurs.

Interventions en milieu scolaire.

Publication de brochures.

Tenue de stand dans diverses manifestations.

Le milieu des années 80 montre la prise en compte de l'environnement par les politiques. En 1984, est créé le C.D.C.F.S. (Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage). Nous devenons membre du Conseil d'Administration du Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement de St-Valéry-sur-Somme (une structure qui a disparu depuis). Nous participons au colloque sur l'Environnement en Picardie présidé par Huguette BOUCHARDEAU, ministre de l'Environnement.

Le conseil de gestion de la réserve maritime de Baie de Somme se réunit, cela faisait 8 ans que nous le réclamions !). Nous agissons et on nous demande d'intervenir de plus en plus pour faire respecter la nature. C'est ce que j'appelle la phase de reconnaissance du groupe (elle existait depuis longtemps dans le public, elle l'est maintenant par l'administration : nous sommes en quelque sorte l'aiguillon du service public.

Ce regard porté sur les affaires publiques ne nous empêche pas de mener nos propres actions. En 1982, nous débutons l'opération de sauvetage des busards, poursuivie l'année suivante par une campagne de sensibilisation (affichage dans les coopératives agricoles et intervention dans les médias) des agriculteurs. Cette opération de protection des nids de busards s'intensifiera en 1986.

Nous acquérons une certaine expérience en droit pénal et administratif, conséquence des nombreux recours que nous déposons (et que nous gagnons tous ou presque) comme l'affaire Maye Loisir.

En 1984, nous avons un local, cela dynamise encore l'équipe dans un contexte où l'écologie est à la mode. Un certain nombre d'actions importantes sont menées ces années là :

- l'obturation des poteaux P.T.T.
- l'édition d'une affiche sur la faune picarde financée par le Conseil Régional de Picardie.
- La participation à la mise en place d'arrêtés préfectoraux de biotope.
- La participation régulière à un nombre croissant de commissions départementales ou régionales.
- La réalisation avec d'autres associations, sous l'égide de la D.R.A.E. Picardie d'une exposition à la foire-expo d'Amiens : "La Picardie au naturel".
- La 1ère annulation dans le département de la Somme d'une autorisation préfectorale d'exploiter une gravière.

Mais également, la réalisation en 1986 de nos premiers contrats d'étude de milieux naturels à la demande du ministère de l'Environnement ou de collectivités territoriales.

En 1988, après avoir longtemps hésité sur l'opportunité de dévoiler la présence d'une colonie de phoque veau-marin en Baie de Somme (risque de dérangements accrus), mais devant les menaces qui pèsent sur elle, nous commençons nos premières campagnes de sensibilisation à la protection de cette espèce. Je ne reprendrai pas l'ensemble de nos activités de ces 3-4 dernières années pour la défense de la nature en Picardie, vous les connaissez déjà, pour la plupart d'entre-vous, elles sont dans la lignée de celles que je viens de décrire. Mais cette activité globale ne nous empêche pas d'avoir toujours en tête nos amis les oiseaux et nous savons encore prendre notre temps pour aller chercher une poule d'eau blessée ou déplacer un nid de Gobe mouche gris menacé d'expulsion.

1991, doit montrer un nouveau départ pour l'association, nous avons changé d'appellation, nous avons un nouveau local, nous avons récemment établi un programme ambitieux pour les deux prochaines années. Les différents bilans de l'A.G. montrent que nos activités pour l'année écoulée sont en inflation sur les années précédentes tant sur le plan des actions que pour les finances.

Tout ceci n'a été possible que parce que nous avons 20 ans d'expérience derrière nous, aussi je vous donne rendez-vous dans 20 ans pour savoir si nous avons continué sur cette lancée et si la nature a encore besoin de nous.

Notre avenir et surtout la protection de la nature repose sur vous, le G.E.P.O.P. ne sera que ce que vous en ferez. Si nous sommes reconnus aujourd'hui c'est parce que quelques personnes nous ont montré la voie il y a 21 ans maintenant, à ces personnes je voudrai dire merci pour tout et en particulier à celui qui présidera le G.E.P.O.P. pendant 10 ans, Noël RANSON qui a marqué de façon importante tous ceux qui ont travaillé avec lui. Sans lui, notre groupe serait aujourd'hui différent.

Xavier COMMECY.

BILAN MORAL

Vous avez sans doute remarqué que depuis quelque temps on parle beaucoup de la protection de l'environnement en particulier dans le monde de la publicité et dans le monde de la politique. On évoque la protection de l'environnement pour vendre des lessives, des autos, des bombes insecticides qui, nous dit-on "protègent la couche d'ozone".

"Après la guerre du Golfe, il faudra reconstruire et protéger l'environnement" dit François Mitterrand, tandis qu'Henri Krasucki se lamente : "les premières victimes de la politique d'austérité du gouvernement seront les travailleurs et la protection de l'environnement."

Pourquoi cet engouement soudain ? En fait, ce n'est pas innocent. Il y a là un créneau, un marché porteur comme on dit dans le jargon du marketing. Celui qui parle de protection de l'environnement a des chances d'être écouté.

En effet, la dégradation des espaces naturels prend une place de plus en plus importante dans nos préoccupations. Nous constatons chaque jour la destruction des milieux naturels, la raréfaction, voire la disparition d'espèces animales et végétales, la pollution de la mer, des rivières, de l'air, des nappes phréatiques, qui de passagère devient chronique.

Les causes de cette dégradation, bien connues, sont liées aux activités humaines. Ce sont les pratiques agricoles avec l'abus des produits chimiques et des travaux de remembrement intempestifs, les pratiques industrielles avec leurs rejets toxiques et les pratiques ménagères qui engorgent les stations d'épuration urbaines insuffisantes. Ce sont aussi la multiplication des voies de communication, des lignes électriques, l'augmentation de la circulation automobile.

Mais, soyons justes, il y a, en dehors des associations de protection de la Nature des personnes qui, sincèrement, sans arrière-pensée mercantile ou électoraliste semblent avoir pris conscience de la nécessité de protéger l'environnement.

Je veux parler, bien sûr de Monsieur le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement mais aussi de certains élus du Conseil municipal d'Amiens, du Conseil général de la Somme, du Conseil régional de Picardie. Cette délégation et ces Conseils, non seulement nous soutiennent financièrement mais montrent, à la lecture des comptes-rendus de leurs réunions, que la sauvegarde de l'environnement fait partie de leurs préoccupations et je tiens à leur exprimer ici nos remerciements. En revanche, certains services ne semblent pas encore avoir compris cette nécessité absolue de sauvegarder les espaces naturels. Pourtant ces administrations ont à leur disposition toutes les informations, elles disposent de tous les moyens pour le faire mais, soit par inertie, soit par paresse intellectuelle, elles ne le font pas.

Allons, Mesdames et Messieurs de la D.D.E., de la D.D.A., de la D.R.I.R., allez-vous longtemps encore laisser saccager notre patrimoine naturel ? N'avez-vous pas, parfois, le souci de léguer à vos enfants et petits-enfants autre chose qu'un univers bétonné, électrifié, pollué, stérile ? Etes-vous totalement insensibles à la beauté des orchidées de nos marais et de nos larris ?

Je ne pense pas, mais alors dépêchez-vous de me prouver que je n'ai pas tort de vous faire confiance. Que voulons-nous, nous les défenseurs de la Nature ?

Nous ne réclamons pas des lois nouvelles mais la stricte obéissance aux lois de protection de la nature existantes ainsi que le strict respect des décisions de Justice, celles des Tribunaux administratifs en particulier.

Il faut bien comprendre aussi que nous ne sommes que des bénévoles, que nous prenons sur notre temps de loisirs pour sauvegarder un bien commun à tous. Faute de temps nous ne pouvons faire tout ce que nous souhaiterions, nous sommes obligés d'abandonner certains projets.

Nous sommes maintenant considérés par les Pouvoirs publics comme des interlocuteurs valables, mais nos avis auront encore plus de poids si nous sommes plus nombreux.

De même, plus nombreux nous serons, mieux nous pourrions nous répartir les tâches. Jusqu'à ce jour le G.E.P.O.P. comptait 400 membres, je souhaite que l'année prochaine PICARDIE-NATURE en compte au moins 500 et pour cela je compte beaucoup sur vous.

J.M. THIERY

RAPPORT FINANCIER 1990

Avec un total honorable de 1 17 828 Francs, le compte d'exploitation de 1990 est néanmoins en deçà des 327 000 Francs du projet de budget élaboré en début d'année. A cela deux explications : d'une part, des produits n'ont pas été réalisés ou se trouvent être inférieurs aux prévisions, d'autre part, les crédits de financement de deux études importantes ne seront perçus qu'en 1991, nous amenant à les reporter sur le projet de budget. Il s'agit de l'inventaire aérien des zones sensibles de l'Oise et du dénombrement des phoques en Manche Est.

Il faut signaler également un assez léger déficit de 1 572 Francs en résultat d'exploitation, ceci malgré certains produits en augmentation dont notamment 28 % sur les adhésions, suite à la mobilisation de nos membres contre l'offensive des chasseurs de gibier d'eau, ainsi que 33 % sur les abonnements.

Il faut aussi remarquer que certains travaux réalisés par des membres actifs de l'association comme la rédaction du "Guide des Oiseaux de la Baie de Somme", la réalisation de contrats d'études ou des animations de groupes sur le littoral nous procurent un apport financier nous donnant la possibilité de mener à bien certaines opérations pour lesquelles nous ne recevons pas de subventions ou pour compléter celles-ci. C'est ainsi que nous finançons notamment le fonctionnement de notre centre de soins, les actions de sauvegarde des phoques (sauvegarde de Martial...) ou l'éloignement des phoques lors des déminages.

Cette année encore des subventions et des contrats d'études attribués par le Conseil Général de la Somme, le Conseil Régional de Picardie, E.D.F. et la D.R.A.E. nous ont aidés dans nos entreprises de protection de la nature et d'information du public.

Avec un montant total de 351 483 Francs, le projet de budget reflète nos ambitions, principalement pour l'étude et la protection des phoques en 1991.

Outre les postes de charges et de produits classiques de fonctionnement de l'association, le projet de budget prévoit notamment :

- La réalisation d'un tunnel de vol pour le centre de soins : 6 000.00 Francs.
- Le suivi des naissances des phoques en Baie de Somme : 15 000.00 Francs.
- L'éloignement des phoques lors des déminages : 25 000.00 Francs.
- Le dénombrement des phoques en Manche Est en association avec le Groupe Ornithologique Nord et le Groupe Mammologique Normand : 73 225.00 Francs.
- La surveillance estivale des phoques : 126 458.00 Francs.
- La réalisation d'une affiche sur les oiseaux de la Baie de Somme : 20 000.00 Francs.
- L'inventaire aérien des zones sensibles de l'Oise : 35 000.00 Francs.

En outre nous puiserons dans nos réserves (en utilisant tout particulièrement l'excédent dégagé en 1989) pour équiper notre nouveau local en mobilier et en particulier informatique.

Régis DELCOURT

COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 DECEMBRE 1990**CHARGES**

FRAIS DE FONCTIONNEMENT	18 519.39
LOCAL	2 483.81
PICARDIE NATURE	14 732.33
CENTRE DE SOIN	9 225.16
ANIMATIONS	2 420.75
FRAIS DE DEPLACEMENTS	4 675.88
DEPLIANT AVIFAUNE	23 580.86
VALISE PEDAGOGIQUE	4 906.24
JOURNEES DE L'ENVIRONNEMENT	7 931.52
SURVEILLANCE BUSARDS	116.15
SAUVEGARDE PHOQUES	7 979.42
SURVEILLANCE ESTIVALE	52 332.31
ELOIGNEMENT PHOQUES	4 521.37
GUIDE DES OISEAUX...	2 297.75
ZODIAK (ENTRETIEN, ASSURANCE...)	4 388.70
INDEMNITES PTT	3 000.00
ACHAT MATERIELS	4 603.00
ACTIONS EN JUSTICE	5 644.90
DIVERS	4 469.20
TOTAL :	177 828.74

PRODUITS

ADHESIONS	17 160.00
ABONNEMENTS	8 960.00
SUBVENTIONS :	
CONSEIL GENERAL	6 000.00
DRAE : VALISE PEDAGOGIQUE	9 031.00
DRAE : JOURNEES DE L'ENVIRONNEMENT	8 000.00
DRAE : SURVEILLANCE ESTIVALE	46 000.00
DRAE : DEPLIANT AVIFAUNE	27 000.00
CONTRATS D'ETUDES :	
C.R. : ETUDE DES MARAIS DE DAOURS	10 000.00
EDF : SOLDE "GUIDE"	15 000.00
DRAE : MONTAGE DIAPOS	4 000.00
VENTE GUIDE	2 709.19
PRESTATIONS	8 400.00
BENEVOLAT	3 857.00
INDEMNITES PTT	2 050.00
INTERETS CAISSE D'EPARGNE	2 963.75
DIVERS	5 125.00
TOTAL :	176 255.94
RESULTAT :	1 572.80

BILAN D'ACTIVITES 1990

I. INTRODUCTION

Nous avons mené en 1990 de nombreuses actions en faveur de la protection de la nature, nous ne les détaillerons pas toutes aujourd'hui. Celles que nous avons retenue s'inscrivent dans 4 domaines d'intervention :

- 1) les actions en justice
- 2) les contrats d'étude
- 3) les actions de protection d'espèces et de milieux naturels
- 4) les actions de sensibilisation et d'information du public

II. ACTIONS EN JUSTICE

En matière de recours en justice, nous avons déposé plainte en 1989 auprès du Tribunal de Grande Instance pour chasse en temps prohibé à l'encontre de 2 responsables d'associations de chasse au gibier d'eau qui avaient décidé en guise de protestation contre l'arrêté ministériel fixant les dates d'ouverture de la chasse au gibier d'eau de se promener dans leur marais avec un fusil. Le Tribunal de Grande Instance puis la Cour d'Appel ont considéré que manifester même avec un fusil n'était pas chasser, ils ont été relaxés et nous avons été déboutés.

A peu près à la même période, le président de la fédération des chasseurs de la SOMME et le président de l'association picarde des chasseurs de gibier d'eau, mécontents des dispositions ministérielles, incitaient les chasseurs à ne pas respecter la loi. Le G.E.P.O.P. et le Rassemblement des Opposants à la Chasse entamaient une action devant le Tribunal civil. En 1990, le procès a été reporté plusieurs fois, le jugement n'est intervenu qu'il y a deux semaines : en ce qui concerne le président de l'association picarde des chasseurs de gibier d'eau l'affaire sera jugée à Abbeville, quant au président de la fédération départementale des chasseurs, il a été reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés. Nous avons obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts et 2000 francs pour les frais d'avocats. Indépendamment d'une décision de justice que nous respectons, nous voudrions rappeler que la France est un état de droit dont le bon fonctionnement n'est assuré que parce que la collectivité respecte un certain nombre de règles. Que pensez de l'attitude des responsables départementaux de la chasse au gibier d'eau qui forts du soutien d'élus, en l'occurrence 2 députés socialistes, et de l'immobilisme des pouvoirs publics incitent, les chasseurs, les armes à la main à ne pas respecter les législations françaises et européennes relatives à la protection des oiseaux migrateurs ?

En 1990, nous avons également mené le combat contre les excès de la chasse devant la juridiction administrative avec 2 recours demandant l'annulation de 2 arrêtés préfectoraux l'un fixant les dates de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans le département de la SOMME, l'autre fixant la liste d'espèces classées nuisibles. Je n'entrerai pas dans le détail, Xavier COMMECY le fera tout à l'heure, en rappelant la chronologie des événements. Mais il faut savoir qu'en matière de procédure administrative, l'instruction est différente de celle menée dans une juridiction pénale. Au Tribunal Administratif, la procédure est écrite et contradictoire, c'est à dire que les parties concernées échangeront des mémoires tant que les arguments ne seront pas épuisés et ce jusqu'à la date de l'audience. Le Tribunal a donc jugé en toute connaissance de cause sur la base des nombreux documents fournis par la préfecture, la fédération des chasseurs et le G.E.P.O.P. et il nous a donné raison. Ce qui nous a le plus écoeuré, c'est que le directeur départemental de l'Agriculture a proposé aussitôt au Préfet de reprendre quasiment les mêmes arrêtés, ce qu'il a fait ignorant superbement les décisions du Tribunal Administratif d'Amiens.

L'Administration, même si elle bénéficie de nombreuses prérogatives pour agir en conformité avec sa mission d'intérêt général, se doit de respecter la règle de droit. Il semble, compte tenu du contexte local, que le principe de la légalité, certains services administratifs ont plutôt tendance à s'asseoir dessus.

DU 13 MARS 1991

JUGEMENT CIVIL

lère Chambre

BRACONNAGE
DOMMAGES-INTERETS

AFFAIRE :

R.O.C.
G.E.P.O.P.

ci

FEDERATION DEPARTEMENTALE
DES CHASSEURS DE LA
SOMME.

Répertoire général

Nº 2278 / 86.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AMIENS

EXTRAIT DES JUDGES DU GREFFE
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

J U G E M E N T
du

TREIZE MARS MIL NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE

Dans l'affaire opposant :

Le RASSEMBLEMENT DES OPPOSANTS A LA CHASSE (ROC)
association nationale pour la défense des droits des non
chasseurs et le respect du patrimoine naturel, régie par
la Loi du 1er Juillet 1901, agissant poursuites et diligences
de son représentant légal, domicilié en cette qualité au
siège social s/s à ROUVROY

Le GROUPE ENVIRONNEMENT PROTECTION ORNITHOLOGIE EN PICARDIE (GEPOP) régie par la Loi du 1er Juillet 1901, affilié à la Fédération française des sociétés de protection de la nature, créée par les ministères chargés de l'environnement, de l'équipement de la jeunesse et des sports, agissant pour satisfaire les exigences de son représentant légal domicilié en cette ville au siège social sis MUSÉE DE PICARDIE AMIENS

nts et Concluants par la SCP DELARUE SAVREUX-MAINCOURD

DEMANDEURS

- A -

DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LA SOMME
 ilité de son représentant légal, domicilié
 de la Fédération, 12 rue Dijon à AMIENS

Quantité par la SCP BRETIN LEPRETRE

DEFENDERESSE

LE JUGE D'INSTRUCTION D'AMIENS a rendu le
suivant en audience publique après que
publiquement le 5 DECEMBRE 1990 devant
ice-Président,
ient.

fier Divisionnaire,
par les magistrats ayant assisté

Procédure Civile :
tendu qu'
l'in

Procédure Civile ;

Attendu qu'il serait inéquitable de laisser à la charge des demandeurs l'intégralité des frais non compris dans les dépens, qu'il convient de condamner la Fédération des Chasseurs à leur verser une somme de 2.000 F à chacun d'eux, par application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

P A R C E S

M O T I F S

statuant publiquement, contradictoirement et

du 3 Mai 1990,

1990 et reporte la clôture

signifiée

trait des fra
ité des Fédération
r la Fédération
chacun d'eux, par app
cédure Civile ;

PAR CES MOTIFS

publiquement, contradi

Mai 1990,

Le Tribunal statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort,

Le Tribunal
nier ressort.

Vu l'ordonnance de jonction
Révoque l'ordonnance du 6 Août
procédure au 5 Décembre 1990 ;

Reçoit, en conséquence, les conclusions
défenderesse le 10 Octobre 1990 ;

declare le ROC et le GEPOP recevables en leur action ;

la Fédération des Chasseurs à payer :
de 1 F à titre de dommages-intérêts
des dispositions de l'...

... de dom
... ons d

ordonnance du
que l'ordonnance du
au 5 Décembre 1990 ;
soit, en conséquence, les
presse le 10 Octobre 1990 ;
Déclare le ROC et le GEPOP recevables en leur action ;
Condamne la Fédération des Chasseurs à payer :
ROC la somme de 1 F à titre de dommages-intérêts et celle
le fondement des dispositions de l'article 700 du
Procédure Civile,
de 1 F à titre de dommages-intérêts
des dispositions de l'article 700
intentions ;

Condamne la somme de 2.000 F sur le fondement du Nouveau Code de Procédure Civile ;

2° - au GEPOP la somme de 1 F à titre de celle de 2.000 F sur le fondement des dispositions du Nouveau Code de Procédure Civile ;

En outre les parties du surplus de leurs prétentions ;

la SCP DELARUE SAVREUX-MAINSGOURD, Avocat de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Condamne la somme de 2.000 F sur le fondement du Nouveau Code de Procédure Civile ;

2° - au GEPOP la somme de 1 F à titre de celle de 2.000 F sur le fondement des dispositions du Nouveau Code de Procédure Civile ;

En outre les parties du surplus de leurs prétentions ;

la SCP DELARUE SAVREUX-MAINSGOURD, Avocat de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

1° - au ROC la somme
2.000 F sur le fondement
Nouveau Code de Procédure Civile ;

2° - au GEPOP la somme de 1 F à titre
celle de 2.000 F sur le fondement des dispositions
Nouveau Code de Procédure Civile ;

En outre les parties du surplus de leurs prétentions ;
Fédération des Chasseurs aux dépens ;
la SCP DELARUE SAYREUX-MAINGOURD, Avocat
de l'article 699 du Nouveau Code

au ROC la somme
F sur le fondement
ode de Procédure Civile,
- au GEPOP la somme de 1 F à titre
de 2.000 F sur le fondement des dispositi
au Code de Procédure Civile ;
Déboute les parties du surplus de leurs prétentions ;
Condamne la Fédération des Chasseurs aux dépens ;
de au profit de la SCP DELARUE SAVREUX-MAING
dispositions de l'article 699 du M

au ROC la somme
F sur le fondement
ode de Procédure Civile,
- au GEPOP la somme de 1 F à titre
de 2.000 F sur le fondement des dispositi
au Code de Procédure Civile ;
Déboute les parties du surplus de leurs prétentions ;
Condamne la Fédération des Chasseurs aux dépens ;
de au profit de la SCP DELARUE SAVREUX-MAING
dispositions de l'article 699 du M

au ROC la somme
F sur le fondement
ode de Procédure Civile,
- au GEPOP la somme de 1 F à titre
de 2.000 F sur le fondement des dispositi
au Code de Procédure Civile ;
Déboute les parties du surplus de leurs prétentions ;
Condamne la Fédération des Chasseurs aux dépens ;
de au profit de la SCP DELARUE SAVREUX-MAING
dispositions de l'article 699 du M

POUR EXPEDITION CERTIFIEE
CONFORME A L'ORIGINAL
DELIVREE PAR LE GREFFIER
SOUSSEIGNE



Enfin, je terminerai ce tour d'horizon des actions en justice par une affaire qui nous concerne tous ici. Rappelez-vous, l'an dernier, notre assemblée générale connaissait quelques perturbations parce que des chasseurs manifestaient le désir d'adhérer au G.E.P.O.P. dans le but de le détruire. Mécontents de n'être pas arrivés à leurs fins, certains d'entre eux nous ont assigné à comparaître devant le Tribunal de Grande Instance pour irrégularités dans le déroulement de notre assemblée générale. Les documents ci-dessous vous donneront une idée des méthodes qu'ils utilisent.

Patrick Schier
30132 Villers-sur-Marcel
Tél. 22 24 56 64

Villers le 5 mai 1990.

Patrick Schier
30132 Villers-sur-Marcel
Tél. 22 24 56 64

Villers le 8 mai 1990.

Madame,

J'ai bien reçu vos nouvelles demandes d'adhérents qui devraient être remplies rapidement. J'ai également reçu les 3 cartes que je vous avais réclamées et vous en remercie, pour celles jointes vous pouvez me les envoyer également, car s'agissant de clients, nous les remettrons nous-mêmes ~~ce qui~~ provoque une vente commerciale.

Dans l'attente je vous prie d'agréer Madame en l'assurance de ma considération distinguée.

Madame,

Veuillez trouver ci-joint 18 nouveaux adhérents accompagnés du règlement de 640 fr sur le Crédit d'impôt n° 106029 du 7.3.90. Je vous remercie de me faire parvenir les cartes afin que nous puissions les remettre nous-mêmes à ces nouveaux adhérents, protection de la nature. Nous espérons pouvoir vous retourner la totalité des adhésions que vous m'avez fait parvenir, mais cela devrait différer, nous rencontrons aussi un nombre d'opposants au mouvement. Dans l'attente, je vous prie de croire Madame en l'assurance de ma considération distinguée.

ASSIGNATION

S^e Civile Professionnelle d'Avocats
Gérard FIRMIN et Anne FIRMIN
3, rue Millevoys - 80100 ABBEVILLE
Tél. : (22) 24.02.80 - 24.15.19

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX, et le vingt quatre mil

A LA REQUETE DE :

1/ Monsieur Patrick SCHIER, né le 4 Août 1944 à ABBEVILLE, demeurant 28 rue du 22^{ème} R.I.C. à VILLERS-SUR-MAREUIL, de nationalité française,

2/ Monsieur Philippe BLIN, né le 4 Juin 1944 à CHOISY-LE-ROI (94), de nationalité française, demeurant de l'Ecole à BOURDON

3/ Madame Monique ROBERT, née le 1951 à CARVIN, de nationalité française,

QUEST LEROUX
SISIER DE JUSTICE
rue Lamartine
10000 AMIENS
Tél. 91.54.09
C.P. Lille 2208.77

COUBERT PICARD 14-6-90
CHASSE
Les mille colverts du B.I.S.S.
C.P. 14-6-90

L'opération « Mille Colverts » du bureau interdépartemental des sauvagins de la Somme (B.I.S.S.) a très largement dépassé les prévisions. 1 600 anatides ont été présentés aux juges. La commune de Fontaine-sur-Somme a croulé sous les cancanements sympathiques de 1 518 colverts à l'occasion du concours de repeuplement qui s'est déroulé le 26 mai dernier. L'idée de chasser de récompenser les beaux sujets et de combiner ainsi le lâcher d'après réformes. Un candidat d'Elampes (500) a été élu. Les producteurs de la région Guy Picardien.

III. CONTRATS D'ETUDE

Le second domaine d'intervention concerne les contrats d'étude. Outre qu'ils nous permettent d'intervenir pour la protection de certains sites, les contrats sont aussi une source de revenus pour l'association puisque les personnes les réalisent à titre bénévoles.

En 1990, nous avons réalisé pour la D.R.A.E. Picardie une étude écologique du marais de DAOURS en vallée de la SOMME dans le cadre d'un projet d'arrêté préfectoral de biotope.

Nous avons également participé à la réalisation d'une série de cartes postales et d'un montage diapos pour la D.R.A.E.

IV. ACTIONS DE PROTECTION D'ESPECES ET DE MILIEUX NATURELS

Le 3ème volet de mon intervention concerne les actions de protection d'espèces et de milieux naturels. Nous sommes intervenus auprès du préfet de région pour protester contre un projet culturel d'installation provisoire de 3 pyramides de pailles répliques de Kheops, Khéphren et Mikérinos, en Baie de SOMME, dans l'actuelle réserve de chasse. Ces constructions auraient présenté une perturbation supplémentaire pour les oiseaux et les phoques qui fréquentent cet endroit à certaines heures de la journée.

Le projet a été annulé par le préfet, en particulier pour des raisons de sécurité.

Nous avons protesté également auprès du préfet et auprès du Président du Conseil Général de la SOMME, contre la manière dont sont réalisés les études d'impact dans les procédures de remembrement rural en nous appuyant sur une étude réalisée par un géomètre dans le cadre du remembrement des communes d'Abbeville, Grand-Laviers, Yonval, Moyenneville, Cambron et Hallivillers.

La description de l'intérêt écologique des espaces concernés est grotesque. Sur le plan floristique, aucun inventaire n'a été conduit et sur le plan faunistique, les données présentées sont ridicules.

Une preuve supplémentaire de la nullité du contenu écologique des études présentées est que les inventaires faunistiques et les conclusions sont rigoureusement identiques pour les 6 communes, il s'agit des mêmes pages photocopiées !

2. LES OISEAUX :

• Sédentaire (nicheur) : présent toute l'année.

- Perdrix grise (*Perdix perdix*)
- Corbeau freux (*Corvus frugeliger*)

• Migrateur partiel (nicheur) : une partie de la population est sédentaire, l'autre migre.

- Rouge gorge (*Erithacus rubecula*)

• Visiteur d'été (nicheur mais migrateur) :

- hirondelle de cheminée (*Hirundo rustica*)
- Coucou gris (*Coccyzus canorus*)

• Visiteur d'hiver : passe l'hiver dans la région mais niche plus au Nord ou plus à l'Est.

- Grive litorne (*Turdus pilaris*)

• De passage : niche plus au Nord et hiverne plus au Sud.

- Oie cendrée (*Anser anser*)
- Canard souchet (*Anas clypeata*)

Des menaces de destruction pesaient sur le marais de VECQUEMONT en vallée de la SOMME, dans une zone où l'on note la présence de plantes rares et légalement protégées. Des terrains communaux ont en effet été concédés à la société Roquette, une féculerie, pour vraisemblablement les transformer en zone d'épandage.

Nous sommes intervenus auprès de la société Roquette et auprès du maire de VECQUEMONT en les informant sur l'intérêt biologique du site et en les mettant en garde contre une destruction intentionnelle d'une partie du marais. Nous avons reçu l'assurance que celui-ci sera épargné.

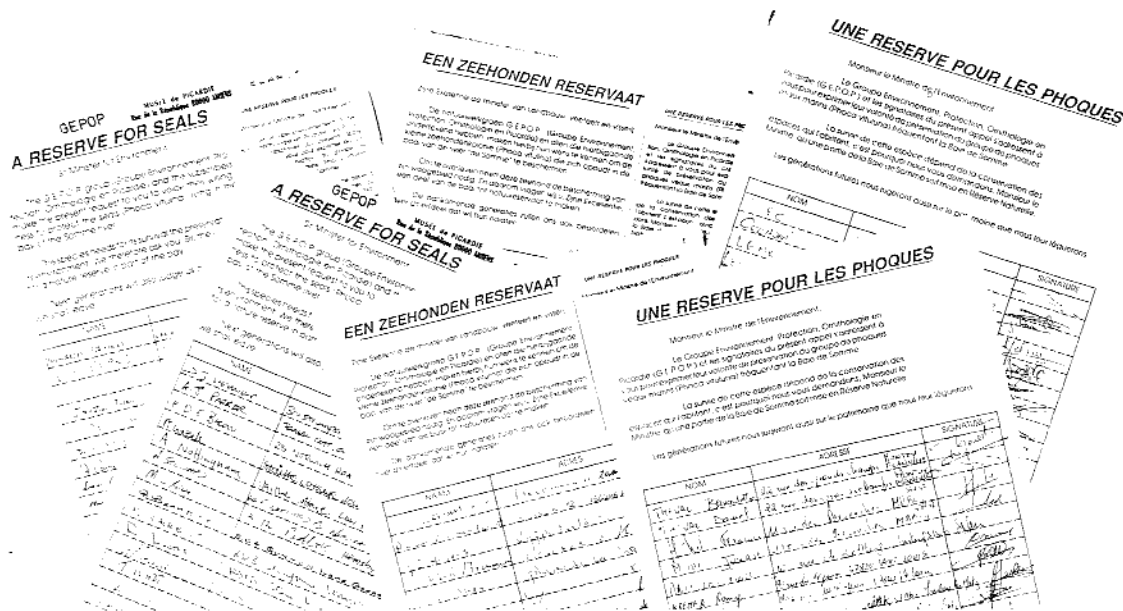
En janvier 1990, ressortait un projet d'urbanisation d'une partie du massif dunaire entre Quend-plage et Fort-Mahon. Il était prévu entre autre la réalisation d'un golf dans une zone de très grand intérêt écologique et paysager. Les naturalistes du G.E.P.O.P. et les botanistes de la Société Linéenne Nord-Picardie adressaient une mise en garde au syndicat mixte d'aménagement de la côte picarde et aux pouvoirs publics en menaçant d'attaquer au Tribunal Administratif les autorisations de défrichement qui seraient délivrées. Nous étions alors dans une situation de blocage réglementaire que seul le ministère de l'Environnement pouvait régler.

Son intervention est à l'origine d'une collaboration étroite entre le syndicat mixte et la station internationale de phytosociologie de Baillieu.

Certes, une partie du massif dunaire sera urbanisé, mais, les zones les plus sensibles seront épargnées. C'est surtout la méthode de travail qui nous semble intéressante puisqu'après avoir étudié précisément l'état initial du site les aménageurs et les scientifiques travaillent ensemble sur le terrain. Une telle démarche devrait être appliquée dans toutes les zones sensibles en particulier sur l'ensemble de la côte picarde, ce qui est loin d'être le cas.

Après plusieurs mois, voire quelques années de gestation, le projet de réserve naturelle du nord de la Baie de Somme était mis à l'enquête publique en septembre 90.

Nous avons écrit à de nombreuses associations françaises et étrangères pour qu'elles émettent un avis favorable au projet, auprès de la commission d'enquête. Celle-ci a reçu un abondant courrier ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu de la réputation de la Baie de Somme au delà de nos frontières. La pétition que nous avons lancé en 89 une réserve pour les phoques a obtenue 8945 signatures réparties de la manière suivante : picardie 3102, France (Picardie exclue) : 4372, Angleterre, Belgique, Pays-Bas, Allemagne : 1471 signatures. Tout ceci est dans un document que nous avons remis au commissaire enquêteur et que certains pourront feuilleter tout à l'heure.



Régional est intéressante et nous souhaitons pour notre part que le travail de réflexion qui est mené débouche sur des opérations concrètes notamment en matière de protection des milieux naturels et de pollution. Il nous paraît maintenant nécessaire qu'à l'échelon départemental les conseils généraux se dotent d'un service de l'environnement ou tout au moins développent la partie environnement des C.A.U.E. (Conseil d'Architecture Urbanisme et Environnement).

Après ce que nous avons vu tout à l'heure sur certains remembrements, un service départemental de l'environnement aurait la matière à travailler.

Je terminerai ce bilan des actions de protection des milieux naturels par notre intervention auprès de la commission d'enquête chargée de l'enquête d'utilité publique pour le projet d'autoroute A16 tronçon Amiens-Boulogne. Les membres de cette commission ont pu se rendre compte au cours des réunions qu'ils ont eux-mêmes souhaités organiser qu'il n'y avait pas eu véritablement de concertation avec les populations riveraines et les associations locales ou régionales de protection de l'environnement, et que les interventions des fonctionnaires de l'Équipement avaient surtout consisté à imposer un tracé sans justifier l'abandon de certaines variantes moins préjudiciables à l'environnement.

V. ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DE PUBLIC

Le 4ème et dernier volet de ce bilan d'activité concerne les actions de sensibilisation et d'information du public.

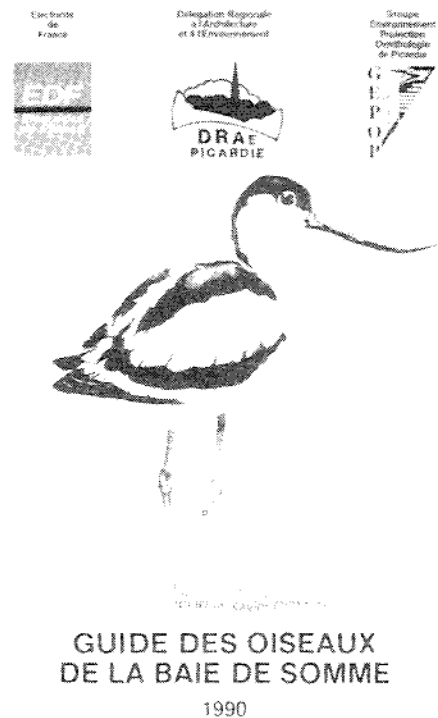
En 1990, nous avons bénéficié de notre première proposition de mécénat d'entreprise puisque nous avons signé un contrat avec E.D.F. pour l'édition, avec la participation de la D.R.A.E.-Picardie, d'un guide des oiseaux de la Baie de Somme, d'un dépliant et d'une affiche sur l'airfaune du littoral. Le guide a été diffusé très largement, le stock est épuisé, une réédition est en cours.

Nous avons par ailleurs commencé la diffusion d'une brochure intitulée "connaître et protéger l'oiseau" qui accompagnera une exposition sur le même thème, en cours d'achèvement. Nous avons également réalisé une valise pédagogique sur le thème de l'animation-nature. Ces 2 opérations ont fait l'objet d'une subvention de la D.R.A.E.-Picardie.

Dans le domaine de l'animation, Laurent GAVORY, a participé en juillet 1990 à la formation de stagiaires dans le cadre d'un chantier de jeunes à Longueau. Il est également intervenu en juillet-août dans un centre social d'entreprise à Cayeux-sur-Mer pour animer des journées-nature auprès de 200 enfants.

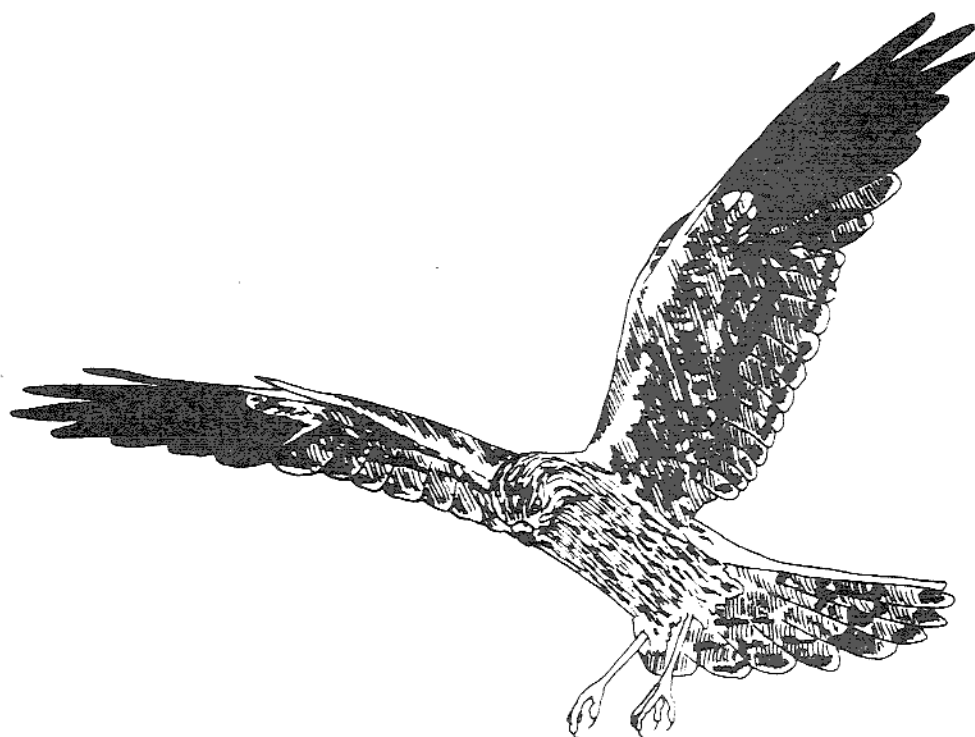
Enfin, nous avons tenu des stands pour faire connaître le G.E.P.O.P. à diverses occasions notamment lors de l'opération naviguons propre- naviguons Somme et lors du forum des associations espace 1901.

Le bilan de l'activité du G.E.P.O.P. vient de vous être présenté et comme vous avez pu le constater, les sujets à traiter ne manquent pas. A cette occasion, et ce sera ma conclusion, le conseil d'administration s'est réuni le mois dernier pour se fixer un certain nombre d'objectifs pour chacun des domaines d'intervention habituels. Si nous voulons respecter au mieux ces objectifs en 91-92, nous avons besoin de votre participation. Ne croyez surtout pas que les actions qui ont été décrites tout à l'heure sont une affaire de spécialistes, certaines bien sûr requièrent une certaine expérience, mais pour les autres, c'est relativement simple.



OPERATION BUSARD, RESULTATS 1990.

Pour cette action, qui rappelons-le consiste à sauver de la faucheuse, les couvées de busards installées dans les cultures, nous avons cette année fait un sérieux effort d'organisation.



BUSARD SAINT-MARTIN

25 couples repérés - 6 couples nicheurs possibles, non suivis
- 12 installés en coupes forestières, non suivis
- 3 installés en coupes forestières qui ont donnés un total de 10 jeunes à l'envol.
- 5 installés en cultures, 2 ont été détruits ou abandonnés et les 3 autres ont donné 12 jeunes à l'envol grâce à nos interventions

La méthode

Elle est simple en début de saison était organisée une réunion, ouverte à tous, où nous avons présenté les techniques pour repérer les couples nicheurs, et où sont invités les personnes désirant participer à l'opération, et délimiter leur secteur de recherche. Ainsi chaque surveillant s'est vu confié une zone de prospection attitrée, ceci pour éviter que plusieurs personnes cherchent les busards aux mêmes endroits. Puis au cours de la saison, chaque personne qui localisait un couple, nous prévenait et nous intervenions avec elle pour sauver la couvée.

Nous avons également organisé quelques sorties collectives pour initier les membres désireux de participer à cette action.

Les secteurs prospectés

Pour les 8 couples suivis, il y a eu 22 jeunes à l'envol

BUSARD CENDRE

L'espèce qui est certainement la plus menacée.

- 15 couples repérés**
- 2 couples non localisés précisément
 - 2 installés dans un marais, un des couples a donné au moins 1 jeune à l'envol
 - 9 installés en culture, 4 ont été détruits ou abandonnés, les 5 autres ont donné 16 jeunes à l'envol grâce à notre intervention
 - pour 2 couples installés en culture nous avons élevé les jeunes en centre de soin, ils ont donnés 4 jeunes à l'envol

Au total, nous avons permis l'envol de 21 jeunes

BUSARD DES ROSEAUX

3 couples de cette espèce qui niche habituellement dans les marais, ont été repérés dans les cultures. Un jeune n'a pas été suivis et les deux autres ont été au moins 2 jeunes à l'envol. Nous n'avons pas eu besoin d'intervenir.

Cette opération a mobilisé une quinzaine de personnes qui ont passées l'heure sur le terrain et on fait 9 516 kilomètres en voiture. Le travail est considérable.

Cette année 1990, aura été une bonne année pour l'opération busard, puisque grâce à nos interventions 32 jeunes ont pu s'envoler. D'années, en années, nous devenons de plus en plus efficace.

Cependant, le travail qui est accompli est immense, il n'y a qu'à regarder la carte de prospection pour s'en rendre compte. Alors, comme chaque année, nous lançons un appel. Que les personnes intéressées pour y participer, nous contactent, ou viennent nous rencontrer à l'occasion des sorties.

Pour 1991, le nombre de sorties collectives sera plus important, une note méthodologique sera disponible et le recueil des données sera standardisé. L'objectif étant d'être le plus efficace possible.

L. GAVORY

ADHESION A PICARDIE NATURE ET ABONNEMENT A LA REVUE

ANNEE 1991

NOM _____

Prénom(s) _____
(prénoms des différents adhérents)

Profession (facultatif) _____

Adresse _____

Code postal

Ville _____

N° tél (facultatif)

☐ renouvellement

☐ nouvelle adhésion/abonnement

ADHESION A PICARDIE NATURE

- ☐ moins de 16 ans ----- 25F
- ☐ normale ----- 40F
- ☐ de soutien à partir de ----- 80F
- ☐ famille ----- 70F + 10F par enfant
- ☐ couple ----- 70F

ABONNEMENT A LA REVUE "PICARDIE NATURE"

- ☐ 4 numéros par an ----- 40F

réglement total _____
(adhésion + abonnement)

Réglement à l'ordre de PICARDIE NATURE BP 835 - 80008 Amiens Cédex 1 CCP Lille 872.02 E

Sur simple demande un reçu pour déduction fiscale vous sera envoyé : ☐

Cochez les cases correspondant à vos choix